

GRANDE ENQUÊTE

GOUROUS INC.

SEREZ-VOUS LEUR PROCHAIN CLIENT?

Guérir le mal de vivre, l'hyperactivité ou même le cancer : les gourous en tout genre promettent des miracles à leurs clients désespérés. Au cours d'une enquête exceptionnelle, *La Presse* a plongé pendant trois mois dans cet univers qui est loin d'être inoffensif.

PAGES A2 ET A3

LA PRESSE

VINCENT MARISSAL
PARTI QUÉBÉCOIS:
VITESSE ET PRÉCIPITATION
PAGE A16



THE CASUAL VACANCY
DE J.K. ROWLING

LA MAGIE OPÈRE TOUJOURS

Le premier roman pour adultes de l'auteur de *Harry Potter* a généré des précommandes de plus de 1 million d'exemplaires.

ARTS

PHOTO CARL COURT, AGENCE FRANCE-PRESSE



MAFIA ET CONSTRUCTION

À TABLE AVEC LE PARRAIN

Photo prise au siège social de Construction F. Catania, à Brossard. En avant, à droite, le patriarche de la mafia Nick Rizzuto assis à côté du fondateur de l'entreprise, Frank Catania.

Des photos et des vidéos déposées à la commission Charbonneau illustrent sans équivoque les liens entre mafieux et entrepreneurs. Un système qui existe toujours, affirme un inspecteur spécialisé.

PAGES A6 À A8



« LE CHEF D'ORCHESTRE »

Témoignage d'une victime du système dirigé par le *middleman* de la mafia.

LA COMMISSION VIENT DE COMMENCER
YVES BOISVERT

ARBITRAGE
ENTENTE DE PRINCIPLE
DANS LA NFL
SPORTS



IMMOBILIER RÉSIDENTIEL

FAUT-IL LOUER OU ACHETER?

AFFAIRES

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Dans les vidéos des mafieux recevant des entrepreneurs en construction à la maison, on constate qu'ils devraient aussi rencontrer des décorateurs.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



BAUMLER
Calvin Klein
LAUREN
RALPH LAUREN
JACK VICTOR

NOUVELLES COLLECTIONS

Bovet.ca

GOUROUS INC. LE MARCHÉ DES ENFANTS

Une enquête exceptionnelle

L'an dernier, le Québec a découvert avec stupéfaction qu'une jeune mère de famille était morte « cuite », enveloppée de pellicule plastique et de terre, en suivant les prétendues thérapies d'un gourou de l'épanouissement personnel. Comment la quête de bonheur de cette femme a-t-elle pu mener à une telle tragédie?

Pour répondre à cette question, *La Presse* a lancé un ambitieux projet d'enquête. Pendant trois mois, nous avons écumé l'internet et visité – souvent incognito – des pseudo-guérisseurs et des gourous en tout genre.

La chose s'est révélée facile. Les maîtres à penser sont partout. Dans des officines discrètes, mais aussi dans des hôpitaux, des écoles et des bureaux de psychologues.

Ils nous ont reçue en robe ou en blouse blanche, armés d'aimants, de diapasons ou de « fréquences invisibles ». Tous débordants de confiance. Parfois louches et avides, parfois sympathiques et sincères, mais pas inoffensifs pour autant.

Leur promesse: éliminer le mal de vivre, l'hyperactivité, le cancer, alouette, grâce à des méthodes bizarres, ou carrément choquantes. Et ces soins, très

onéreux, sont souvent remboursés à tort par les compagnies d'assurances.

On suit leurs conseils à ses risques et périls. Certains clients ont simplement dépensé beaucoup d'argent, et disent avoir été aidés. Mais d'autres en sont morts ou se sont suicidés. Certains ont abouti à l'hôpital psychiatrique ou dans des sectes.

Le résultat de notre enquête se retrouve dans une grande série qui sera publiée sur vingt pages pendant deux semaines. Nos images captées avec une caméra cachée seront diffusées en parallèle sur lapresse.ca.

On y découvre un Québec dangereusement obsédé par la quête du bonheur et de la santé. Une terre où l'on a largué la religion, mais qui demeure fertile pour les prêcheurs de la bonne parole ésotérique.

LES PÉDIATRES



MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Nicole Ouellet a commencé sa carrière comme infirmière. Aux soins intensifs et en néonatalogie. Difficile à croire lorsqu'au téléphone, elle nous déclare traiter les tout petits bébés en se fiant aux « vibrations » de leurs couches pleines d'urine. « Avant de nous la poster, les parents la font sécher », prend soin de préciser la résidente de Sherbrooke.

Interrogée en avril au sujet d'une fillette de 3 ans aux intestins infestés de polypes, la sexagénaire est catégorique: quoi qu'en disent les médecins – et malgré les risques de cancer –, la chirurgie est inutile. Avec quelques traitements de « médecine vibratoire », dit-elle, toutes les excroissances vont sûrement disparaître. La petite n'a qu'à gribouiller sur une feuille de papier. Encore une fois, l'ex-infirmière se fiera

aux « vibrations » qui en émanent pour la guérir... en pondant une liste de mots.

Nicole Ouellet énumère ses clients passés: une petite de deux ans et demi couverte d'eczéma et de psoriasis, une enfant brûlée au troisième degré... Son site web affiche même les photos douteuses avant/après d'une fillette de 11 ans, qui lui serait arrivée très fiévreuse, peinant à respirer et vomissant.

Depuis 1994, Nicole Ouellet a été condamnée à quatre reprises pour exercice illégal de la médecine. Mais le Collège des médecins du Québec ne savait pas qu'elle avait aussitôt repris du service. Encore moins qu'elle s'en prenait aussi aux enfants.

Vérification faite auprès de l'organisme, aucun guérisseur autoproclamé n'a encore été poursuivi pour avoir traité un jeune. Un seul a reçu un avertissement à cet égard, après avoir forcé les jambes d'un bébé, qui s'est retrouvé à l'hôpital.

Pourtant, Nicole Ouellet a une immense concurrence. Au fil d'une enquête de trois mois sur l'industrie des pseudo-guérisseurs, nous avons

constaté que la plupart d'entre eux jouent les pédiatres. Énergie, vibrations, aimants, fréquences: chacun prétend avoir trouvé LA méthode miracle pour tout guérir, des otites à l'autisme.

Leurs actions sont très souvent illégales, mais payantes. Les consulter coûte souvent au moins 100\$ par visite. « Mais le plus inquiétant, c'est qu'on risque de priver l'enfant de soins reconnus », dit le D^r François Gauthier, directeur des enquêtes au Collège.

Difficile de les épingle, car les parents viennent rarement se vanter d'avoir exposé leur enfant à des pratiques occultes.

Guérir au téléphone

Lorsque nous avons libéré la table d'une magnétiseuse du quartier Côte-des-Neiges, une écolière s'y est aussitôt allongée pour subir à son tour un traitement. Sur son site web, un autre pseudo-guérisseur, Sylvain Champagne, cible carrément les jeunes, qu'il dit « beaucoup plus réceptifs que nous, les adultes ». L'ex-ingénieur électrique prétend régler leurs problèmes par téléphone. Endormez votre fille et appelez-moi,

nous dit-il. « On va l'observer 30 minutes. Ses yeux et ses doigts vont avoir des sursauts, son ventre va peut-être faire du bruit. C'est le signe que les fréquences travaillent. »

Le naturothérapeute reçoit aussi les jeunes à Boisbriand, dans le sous-sol rouge de son bungalow encombré de matériel promotionnel. Devant le garçonnet de 4 ans qui nous accompagnait en mars dernier, il agitait distraitemment les mains en parlant sans cesse. L'homme ne voulait surtout pas savoir de quoi souffrait l'enfant, « pour ne pas contraindre l'univers », justifie-t-il. Parce qu'on ne choisit pas sa guérison, même lorsqu'elle coûte 111\$.

Champagne n'offre aucune garantie, mais raconte qu'à son contact, un enfant autiste « est sorti de sa bulle ». Un jour, une cliente de 8 ans, hyperactive, « a même vu trois anges pendant le traitement », ajoute-t-il. Une amie lui aurait enfin demandé de guérir son fils par téléphone, tandis que le petit – atteint du cancer du cerveau – était à l'hôpital pour recevoir une greffe de moelle. « Ça pourrait avoir inspiré le médecin », assure le pseudo-guérisseur.

Née en Saxe.
Chez elle dans le monde entier.



A. LANGE & SÖHNE
GLASHÜTTE I/SA

Minutieusement terminée à la main, la LANGE 1 FUSEAUX HORAIRES est une ambassadrice universelle de la légendaire perfection de l'horlogerie Lange. Outre son cadran principal, cette montre propose un cadran auxiliaire réglable, à volonté, sur l'un des 24 fuseaux horaires du monde. La position de l'anneau rotatif des villes détermine le choix du fuseau. Chacun des deux cadrans dispose de son propre indicateur jour/nuit. Ce chef-d'œuvre est exclusivement disponible chez les meilleurs horlogers au monde. Chateau d'Ivoire à Montréal fait partie de ces rares élus.

La LANGE 1 FUSEAUX HORAIRES. Exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020, Rue de la Montagne • Montréal: (514) 845-4651 • sans-frais: 1-888-883-8283
www.chateauivoire.com

DES JUGES S'EN MÊLENT



IMAGE TIRÉE DU SITE WEB
DU CENTRE DU SOI RAYONNANT

Pour maintenir le suivi psychiatrique de son fils de 7 ans, très violent, un Lavallois s'est adressé au tribunal. La mère voulait abandonner au profit des traitements énergétiques prodigués au Centre du soi rayonnant, par une ancienne enseignante de mathématiques prétendant voir à travers le corps humain. « Le Tribunal estime que l'enfant a suffisamment de problèmes encore sans qu'on lui parle de la présence "d'êtres subtils" à l'intérieur de son corps » et de « dissociation de son être », a écrit la juge Ginette Piché en 2006. Les parents sont libres de croire ce qu'ils veulent, reconnaît la magistrate, mais l'intérêt de l'enfant prime, et leur droit de prendre des décisions à son sujet n'est donc pas absolu. La naturopathe Myriam Villiard a par ailleurs été qualifiée d'ignoble par un juge des petites créances qui l'accuse d'avoir sciemment profité des parents d'un enfant atteint d'une maladie rare alors qu'elle était déjà sous le coup d'une injonction. Sur son site, la commission des praticiens en médecine douce du Québec la présente quand même comme « l'un des grands noms qui ont contribué à l'avancement des médecines douces dans notre province ». – M.-C. Malboeuf

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SANTÉ 6
Astrologie du jour	AFFAIRES 16
Bourses	AFFAIRES 10-11
Débats	A28-29
Décès	AFFAIRES 13
Horaire télévision	AFFAIRES 14

Loteries	A14
Monde	A24 à A27
Petites annonces	AFFAIRES 12 et 4
Sudoku	AFFAIRES 4
Trait d'union	AFFAIRES 16

Météo

Ensoleillé, maximum 15. AFFAIRES 12

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

GOUROUS INC. LE MARCHÉ DES ENFANTS

Gourous inc.

DEMAIN

> Gourous juniors

Samedi, 29 septembre

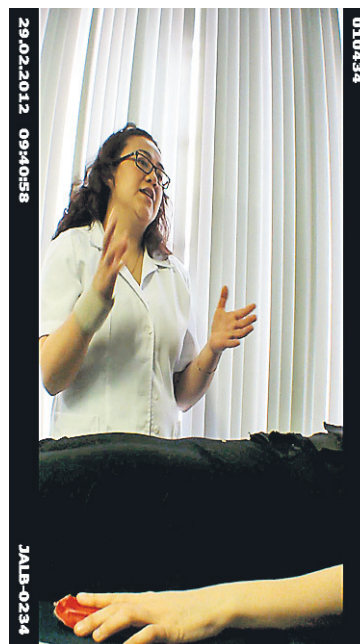
> Les ravages du marché des miracles

Jeudi et vendredi prochains

> L'explosion d'une secte

Samedi, 6 octobre, dans Enjeux

> Les bricoleurs de l'âme



À gauche, Sylvain Champagne impose les mains à un petit garçon de 4 ans qui l'appelait «le magicien».

Au centre et à droite, d'autres pseudo-guérisseurs nous ayant livré des diagnostics bizarres – et contradictoires.

À lire avec la suite de notre enquête, samedi, dans le cahier Enjeux, et à voir en vidéo sur lapresse.ca.

IMAGES LA PRESSE

IMAGINAIRES

Rien n'a toutefois changé pour l'enfant de 4 ans que nous avons amené chez lui. De retour dans son duplex de Rosemont, le petit s'est mis à agiter les mains autour de son chat en expliquant imiter «le magicien» pour que l'animal cesse de griffer. Le chat griffe toujours...

Méthodes extrêmes

Pour certains parents, tout semble préférable aux médicaments et à la résignation.

«Des gens leur disent que leur enfant autiste ou hyperactif est plus avancé que son prof, que c'est un être supérieur, venu faire avancer la société, rapporte la psychoéducatrice Natacha Condo-Dinucci. Le filtre affectif laisse passer ça. C'est plus facile à avaler qu'un diagnostic douloureux.»

Les tenants de cette théorie parlent d'enfants «nouveaux», «indigo», «arc-en-ciel» ou «de cristal». Et prétendent, bien sûr, pouvoir guider leurs familles. Certains vont jusqu'à affirmer que, sans leur aide, l'enfant risque un jour le suicide.

Désespérées et avides de solutions, bien des familles lisent tout ce qu'elles

trouvent sur l'internet, où il est facile de les embrigader, constate avec inquiétude l'orthopédoque Karine Martel, spécialiste des troubles envahissants du développement. «Les gens en moyens sont prêts à toutes les dépenses», observe-t-elle.

D'après nos recherches, sur un premier forum, les parents d'un enfant autiste écrivent par exemple qu'un praticien du reiki (forme d'imposition des mains très en vogue) visite leur domicile chaque week-end.

Sur un deuxième, d'autres racontent avoir soumis leur enfant à des prises de sang «vivantes» pour chercher des champignons et des parasites supposément responsables de l'hyperactivité. Ces tests sont pourtant «insensés» et les diagnostics qui en découlent sont «inventés», indique le site internet américain Science-Based Medicine.

Dans les Laurentides, la mère d'un enfant autiste se présente pour sa part comme «un ange à la rescousse». Auteure d'un livre très controversé, elle recommande entre autres la chélation – une approche «non seulement inefficace, mais dangereuse», peut-on lire

SON SITE AFFICHE LES PHOTOS DOUTEUSES AVANT/APRÈS D'UNE FILLETTE DE 11 ANS.



PHOTO ARCHIVES LA TRIBUNE
Nicole Ouellet a été condamnée à quatre reprises pour exercice illégal de la médecine.

sur le site internet de l'Association des médecins psychiatres du Québec.

Ses adeptes administrent un cocktail de substances – parfois illégalement, par intraveineuse – pour forcer le corps à évacuer les métaux lourds. «Un de mes clients est malade comme un chien après. Il vomit, il a la diarrhée, il ne peut pas aller à l'école pendant trois jours», s'inquiète une intervenante, qui préfère garder l'anonymat pour ne pas insulter les parents.

La naturopathe d'un autre petit autiste lui prescrit une crème à mettre derrière les genoux. D'autres ne jurent que par une diète sans gluten – même si l'Ordre des naturothérapeutes nous a déclaré que cette diète n'est pas une panacée.

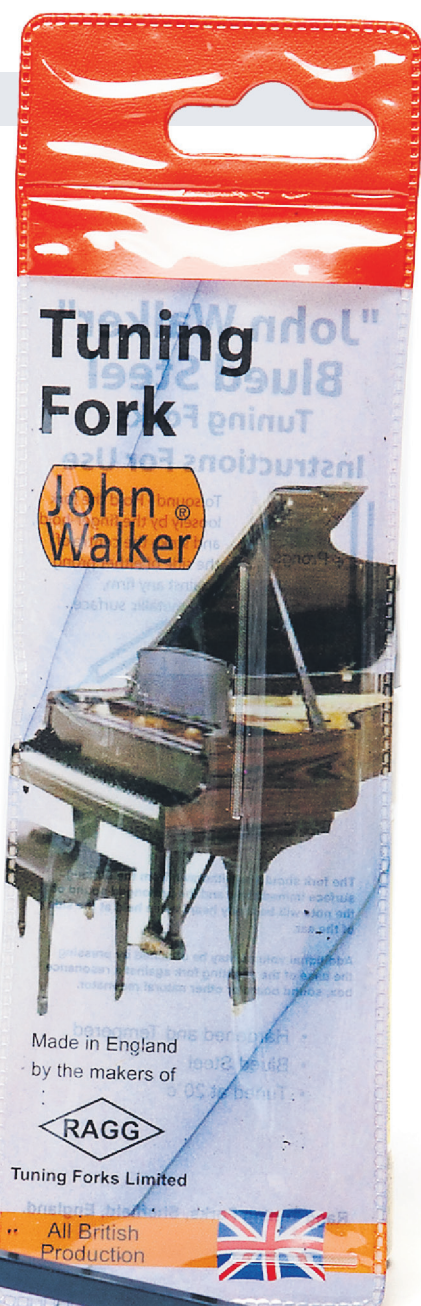
«Pourtant, à en entendre certains, c'est toujours les parents qui ne suivent pas leurs règles assez religieusement», dénonce Karine Martel.

«Les parents sont démunis et tristes, dit-elle. Lorsqu'ils nous arrivent, ils sont prêts à faire n'importe quoi. C'est choquant de voir des gens profiter de leur vulnérabilité.»

— Avec la collaboration d'Hugo Meunier

L'EX-INFIRMIÈRE NICOLE OUELLET NOUS A RÉCLAMÉ 130 \$ POUR CE DIAPASON, QUI VAUT ENVIRON 10 FOIS MOINS.

PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE



ILS S'EXPLIQUENT

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Lorsque *La Presse* l'a mise au courant de son enquête, Nicole Ouellet a d'abord ricané au bout du fil. Dans un courriel, elle nous a ensuite remerciée de lui faire de la publicité et a affirmé qu'elle quittait le Canada pour se marier.

Jadis, l'ex-infirmière vendait des fioles à ses clients. Cette fois, elle a plutôt exigé 260 \$ pour nous remettre un diapason et une liste de mots. Pourquoi agir ainsi alors que le Collège des médecins l'a déjà punie quatre fois? «J'ai trouvé une méthode où je ne rencontre pas les gens. Ce sont eux qui se donnent les soins», répond-elle.

La sexagénaire de Sherbrooke soutient que ses anciens clients l'inondaient d'appels et qu'on ne peut lui interdire de travailler. «Moi, mes preuves sont faites, je suis au-dessus de ça, dit-elle. [...] Mozart s'est mis au piano à 4 ans pour écrire une sonate. Moi, à 4 ans, je soignais mes voisins.»

Ouellet a bien admis qu'un enfant atteint de polyposé risque le cancer, mais maintient qu'elle peut l'éviter. Devant notre scepticisme, elle a conclu la conversation en disant: «Vous allez en subir les conséquences.»

À Boisbriand, le vendeur de «guérison reconnective» Sylvain Champagne était très inquiet. L'ingénieur dit qu'il ne propose pas aux gens de les guérir, mais plutôt, de retrouver l'harmonie (ou encore, qu'il «les inspire à aller voir un médecin particulier»).

Il ajoute pourtant: «Guérir une coupure au doigt n'est pas vraiment plus difficile que de guérir le cancer. Peu importe la maladie, je connais des gens qui s'en sont sortis totalement.» Pour nous convaincre, il brandit un livre plein de tableaux, en disant qu'ils prouvent scientifiquement ses dires.

Le mot guérison n'est «vraiment pas approprié par rapport à ce qu'on fait», dit-il malgré tout. Mais il ajoute: «C'est plate qu'ici et ailleurs on ne soit pas libres de l'utiliser.» Pour lui, c'est dû au fait que «la médecine alternative ne fait pas l'affaire du gouvernement et du Collège des médecins».

Fraîchement rentré d'un salon à Lévis, Champagne s'est montré convaincu que le simple fait d'être en sa présence avait des vertus. «Une personne avait un problème de surdité, semble-t-il maintenant qu'elle n'a plus besoin de son appareil», dit-il.

La confiance pure et simple.

Voici la toute nouvelle
Classe GL 2013.



LA TOUTE NOUVELLE GL 350 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2013 : 73 700 \$*.

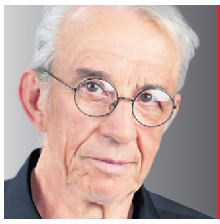
Un style sophistiqué exhale de chacune de ses courbes, et pourtant, elle offre 7 sièges et une capacité de chargement impressionnante pour vous permettre d'explorer chaque destination tout en demeurant à l'aise. Libérez-vous des contraintes grâce au système primé de traction intégrale en permanence 4MATIC^{MC}; parcourez la ville en tout confort et dévalez les montagnes avec un contrôle absolu. La toute nouvelle Classe GL 2013.

Faites l'expérience d'une maîtrise incomparable en réservant un essai routier à mercedes-benz.ca ou auprès de votre concessionnaire Mercedes-Benz.



Mercedes-Benz

Béotien, béotienne...



**PIERRE
FOGLIA**
CHRONIQUE

Le jour où madame Marois a annoncé son Conseil des ministres, j'étais sur un chemin de terre au Vermont. Quand je suis revenu à la maison, j'ai posé mes questions habituelles: des téléphones? De la visite? Les minous sont bien? Puis ça m'est revenu d'un coup: c'est vrai, M^{me} Marois annonçait son Conseil des ministres cet après-midi... Alors? C'est qui le nouveau ministre de...

Tiens, juste pour s'amuser, de quel ministère m'inquiétais-je si spontanément? De la Santé? Vous êtes drôles, vous. Des Ressources naturelles? Là, vous vous moquez. De la Culture, bien sûr.

C'est qui, le nouveau ministre de la Culture, mon amour? Maka Kotto. T'es content?

J'eusse été content de toute façon puisque ce ne serait plus M^{me} Christine St-Pierre. Maka Kotto? Franchement, tout ce que je savais de lui, c'est qu'il était le mari de la mairesse de Longueuil. Depuis, j'ai lu l'article tiède et dubitatif de ma collègue Nathalie Petrowski dans notre journal d'hier; on me rapporte aussi que, dans une autre salle de rédaction,

une autre collègue culturelle faisait les cent pas en attendant l'annonce de M^{me} Marois en marmonnant: j'espère que ce ne sera pas Maka Kotto, j'espère que ce ne sera pas Maka Kotto.

Eh bien, c'est lui. Franchement, cela ne me fait pas un pli. Je viens de me rendre compte que un: tout le monde s'en fout, et deux: que je me suis toujours mépris sur ce que devrait être un ministre de la Culture.

J'ai toujours cru qu'un ministre de la Culture se devait d'être culturel, familier des Lettres et des Beaux-Arts – notez les majuscules et ma naïveté. Je me disais est-ce que l'on nommerait un coiffeur pour dames aux Finances? Un éleveur de chiens à la Santé? Alors pourquoi nomme-t-on toujours à la Culture quelque béotien, béotienne, comédien, comédienne, journaliste, journaliste qui n'a rien lu, qui ne sait rien de la littérature d'ici et d'ailleurs, et pire que pire, qui confond culture et industrie du divertissement, et qui prend les produits de cette culture pour des œuvres.

Je comprends bien qu'un ministre de la Culture doit

avoir pour objectif de faciliter l'accès du public aux œuvres et vice-versa: de donner aux artistes de la visibilité et les moyens de créer. Mais je croyais aussi – très naïvement, je le répète – qu'un ministre de la Culture était d'abord ministre de... la culture, pas seulement de la diffusion, de la promotion de la culture, et qu'il n'était pas seulement gardien des lieux culturels (musées, etc.), pas seulement ministre des environs de la culture, pas seulement ministre de la consommation culturelle, mais bien ministre de la chose elle-même: la culture.

Ministre du goût, du jugement, du sens critique, je veux dire ministre des politiques, des dispositions qui permettent de former le goût, le jugement, le sens critique.

Je confonds avec le ministre de l'Éducation?

Je vois quand même une petite différence. Le ministère de l'Éducation élabore des stratégies pour former des analphabètes fonctionnels. Le ministère de la Culture s'emploie à garder ceux qui savent lire dans un illettrisme culturel, très fonctionnel aussi. Faut pas dramatiser, ça n'empêche pas de twitter, de bloguer, de iPader, de facebooker et de comprendre toutes les blagues au Festival de l'humour.

RETROUVAILLES — C'était samedi matin. Il y avait les Italiens, Marinoni, Meco, Filipin, Mori. Il

y avait Robert Van den Eynde, Yves Landry, le docteur Éric Magnoux, Gilles Larose, Aboud Ahkem, Pierre Dumais, Roger Filion descendu d'Alma. Il y avait les jumeaux Lessard, Noël et Jean – c'est Jean qui a trouvé le parcours, mais c'est Gilles Durand qui a eu l'idée de battre le rappel d'une partie du peloton des années 70 pour une randonnée souvenir d'une cinquantaine de kilomètres, départ et arrivée à l'Euro Spa à Saint-Ignace. C'est chez moi, mes routes, mes paysages, c'est mon peloton aussi. Pas comme coureur, je ne l'ai jamais été, mais comme journaliste, j'ai couvert les courses de ces gars-là pendant des années.

Je ne les aurais pas reconnus dans la rue, pour la plupart la mi-soixantaine, plusieurs ont des petites bedaines. Je me suis dit tiens, tiens, j'aurai pas de misère à les suivre, je pourrai dire qu'une fois dans ma vie, j'ai tenu la roue des meilleurs coureurs cyclistes qu'a comptés le Québec...

Les crises! M'ont lâché au bout d'un demi-kilomètre!

Manquaient quelques gros noms: Jules Béland, Marcel Roy, qui étaient des Jeux olympiques de Mexico avec Yves Landry en 1968; manquaient Marc Blouin, Pierre Dandre; manquait surtout un de mes préférés de toujours, Magella Tremblay, trop malade pour rouler, je crois

même pour marcher, un garçon adorable. Salut, Magella, prends soin de toi.

PÉPÉ-LA-VIRGULE. BIS — Mardi, je disais que le problème n'est pas la prolifération des fautes [publiques] – affiches, pancartes, pub –, mais notre indifférence à ces fautes.

Il vient de m'arriver cette illustration parfaite. Bell orchestre en ce moment une campagne de pub articulée autour des cinq raisons pour lesquelles nous devrions choisir Bell. Ces jours-ci, dans les quotidiens de la province, ce titre qui court sur deux pages: 5 raisons pourquoi tant de Québécois choisissent Bell...

Une faute de mauvais élève de 2^e secondaire. Il fallait écrire bien sûr 5 raisons pour lesquelles; cinq raisons pourquoi, c'est du moldave. Pire, c'est de l'anglais, calvaire: 5 reasons why...

Il y a eu le traducteur de l'agence de pub qui a fait la faute. Il y a eu son boss qui ne l'a pas vue. Il y a eu les gens de Bell qui l'ont approuvée. Il y a eu les gens des médias qui l'ont imprimée sans sourciller. Il y a eu surtout des dizaines de milliers de lecteurs qui ne s'en sont même pas aperçus. Et enfin, il y a tous ceux qui, en ce moment, me lisent et disent: il est bien énervé, c'est pas si grave que ça.

Ça l'en fait du monde qui devrait refaire sa 2^e secondaire.

CCQ

Les enquêteurs ne peuvent être syndiqués à la FTQ

FRANCIS VAILLES

Les employés dotés de pouvoirs d'enquête à la Commission de la construction du Québec (CCQ) ne pourront être représentés par la FTQ ou par toute autre centrale syndicale ayant des employés de la construction parmi ses membres. Voilà essentiellement la décision rendue hier par la Commission des relations de travail (CRT). Le jugement fait 65 pages.

Le Syndicat des employés professionnels et de bureau (SEPB) contestait la loi concernant la lutte contre la corruption (loi 15). D'une part, le SEPQ-Québec, affilié à la FTQ, jugeait la loi inconstitutionnelle. D'autre part, il estimait que sa nouvelle section locale respectait la loi quant à la non-affiliation à une centrale représentant des employés de la construction.

Le juge André Bussière a rejeté les arguments du SEPB. Il a estimé que la loi contraignait le droit d'association permis par la Constitution, mais de façon acceptable dans les circonstances. Il a également jugé que la restructuration de l'unité syndicale du SEPB ne change pas le lien avec la FTQ, donc avec la FTQ-Construction. Le SEPB a 30 jours pour interjeter appel.

TCA Entente de principe avec Chrysler

Le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) a affirmé, hier, avoir conclu une entente de principe avec Chrysler, concluant avec succès et sans avoir recours à la grève ses négociations avec les trois géants de l'automobile. Le président des TCA, Ken Lewenza, a déclaré que l'entente respectait la structure définie dans les accords déjà conclus avec Ford et General Motors. Le ton emprunté par M. Lewenza était fort différent de celui qu'il utilisait il y a une semaine, alors qu'il avait invité Chrysler à faire preuve de sérieux et à mettre de l'avant une proposition allant dans le sens de celles conclues avec Ford et General Motors. Les activités canadiennes représentent 25% de la production mondiale de Chrysler, soit la proportion la plus élevée parmi les constructeurs américains.

– La Presse Canadienne



UN AIR DE FAMILLE

DÉBUT
CE SOIR
20h



«*Mon émission coup de coeur...*»
Thérèse Parisien - 98,5 MONTRÉAL

«*...le bonheur des gens est drôlement contagieux.*»
Hugo Dumas - LA PRESSE

«*...une grosse boule d'émotions tout ce qu'il y a de plus vraies.*»
Richard Therrien - LE SOLEIL

«*Ça commence en beauté...*»
Stéphane Baillargeon - LE DEVOIR

COMMISSION CHARBONNEAU

ENTREPRENEURS ET MAFIEUX À LA MÊME TABLE

Des images-chocs d'entrepreneurs fraternisant avec des membres haut placés de la mafia ont été dévoilées hier à la commission Charbonneau. Tous ces gens se font l'accolade, manipulent des montagnes d'argent et cachent même des billets dans leurs chaussettes. Récit d'une journée riche en rebondissements.



VINCENT LAROUCHE

Le système de collusion entre mafieux et entrepreneurs existe toujours au Québec, et il continue de provoquer une hausse du coût des contrats publics, a déclaré un enquêteur spécialisé devant la commission Charbonneau, hier.

Le lieutenant-détective Éric Vecchio, un enquêteur de la police de Montréal qui a été prêté à la Commission, a fait cette déclaration après une longue journée de présentation de photos et de vidéos montrant les membres de la mafia qui festoient et comptent des montagnes d'argent en compagnie de certains des entrepreneurs obtenant le plus de contrats publics de la région métropolitaine.

Le témoin affirme toutefois qu'une chose a changé depuis que les histoires de collusion et de corruption sont davantage sous la loupe: plutôt qu'une hausse artificielle de 30% des prix des contrats, le «système» engendrerait maintenant une hausse d'environ 15%, selon les informations de la police.

«On a ramené le montant à des chiffres qu'on laisse croire plus raisonnables», a déclaré l'enquêteur Éric Vecchio.

L'argent versé à la mafia – les sources divergent pour savoir s'il s'agit de 2%, 3% ou 5% de la valeur des contrats – constitue une taxe qui achète la paix, une certaine protection et permet que «les choses fonctionnent bien», dit-il.

«Ça vient laisser croire, même si ce n'est pas nécessairement toujours le cas, qu'en cotisant, on devient intouchable», dit-il.

Des images qui moisissaient

Les vidéos présentées pendant son témoignage ont été tournées par la GRC au café de la rue Jarry qui servait de quartier général au clan Rizzuto, pendant l'enquête antimafia Colisée, conclue en 2006. Elles n'ont toutefois pas été utilisées dans les procès criminels des mafiosi, et moisissaient depuis sur des disques dur confidentiels de la police, loin du regard du public.

La commission Charbonneau a dû se battre devant les tribunaux afin de les obtenir. Ses enquêteurs y ont reconnu des hommes d'affaires qui n'avaient jamais été identifiés dans les rapports d'enquête de la GRC.

On y voit des dirigeants de la mafia comme Nick Rizzuto, Francesco Arcadi, Paolo Renda et Rocco Sollecito qui embrassent des entrepreneurs, qui leur tapotent le visage et, surtout, qui comptent et recomptent sans fin des liasses de billets, qu'ils cachent ensuite souvent dans leurs chaussettes.

Plutôt qu'une hausse artificielle de 30% des prix des contrats, le «système» engendrerait maintenant une hausse d'environ 15%, selon les informations de la police.

L'entrepreneur que l'on voit le plus souvent est Nicolo Milioto, que l'enquêteur a décrit comme le *middleman*, le lien entre la mafia et l'industrie de la construction. Milioto était propriétaire de Construction Mivela, une entreprise qui remporte chaque année plusieurs contrats de construction de trottoirs. C'est maintenant son genre qui dirige la société, selon les registres officiels.

L'important entrepreneur Frank Catania, fondateur de

Construction Frank Catania, a aussi été filmé en rencontre avec Rizzuto, ce qui avait déjà été dévoilé en cour.

D'autres vidéos montrent Accursio Sciascia, de Pavage ATG, qui verse de l'argent à M. Rizzuto.

Domenico Arcuri, de Construction Mirabeau et Construction DAMC, connu pour remporter plusieurs contrats publics dans l'est de Montréal et pour avoir participé à une activité de financement avec la ministre Line Beauchamp en 2009, est aussi filmé en train de verser de l'argent.

Frank Enrico Andreoli, dit Rick, de chez Construction Canben, qui est aussi un acteur important du déneigement à Montréal, ainsi que Lino Zambito, d'Infrabec, arrêté pour corruption à Boisbriand, sont aussi filmés en train de fraterniser avec la mafia.

Réunion au siège social

Le policier a aussi déposé en preuve une photo où le patriarche mafieux Nicolo Rizzuto trône au bout de la table lors d'une réunion au siège social de Construction Frank Catania, à Brossard. La photo non datée a été saisie par l'escouade Marteau de la Sûreté du Québec en 2011. On y voit le fondateur

de l'entreprise, Frank Catania, assis directement à côté de M. Rizzuto, en présence de plusieurs convives qui partagent un repas. À l'arrière, on entrevoit des dessins de projets de construction.

Le printemps dernier, le fils de Frank Catania, Paolo, qui dirige maintenant l'entreprise, a été arrêté par l'escouade Marteau avec l'ancien numéro 2 de la Ville de Montréal Frank Zampino, à la suite d'une enquête sur des malversations dans la vente du Faubourg Contrecoeur.

Pasquale Fedele, un ancien ingénieur du groupe Catania qui est parti pour fonder l'entreprise Civbec, figure aussi sur la photo. M. Fedele a été arrêté deux fois par l'escouade Marteau: une fois pour les malversations dans le dossier montréalais du Faubourg Contrecoeur, et une fois lors du démantèlement d'un cartel allégué d'entrepreneurs, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Un autre individu reconnu par les enquêteurs sur la photo est Antonino Borsellino, ex-président de l'Association Cattolica Eraclea, du nom du village sicilien où est né le parrain Vito Rizzuto. Les autres participants n'ont pas été identifiés.

— Avec la collaboration de Pierre-André Normandin

FILMÉS EN TRAIN DE MANIER DES LIASSES D'ARGENT

En 2004 et 2005, la GRC a filmé plusieurs entrepreneurs du milieu de la construction en train de manipuler des liasses d'argent dans un local du club social Consenza. Huit d'entre eux dirigent des entreprises qui ont obtenu d'importants contrats de la Ville de Montréal de 2006 à 2009, avant le resserrement des règles. Certaines brassent toujours des affaires lucratives avec la Ville.



FRANK CATANIA 1

Fondateur de Construction F. Catania, entreprise cédée en 2006 à son fils Paolo Catania. Ce dernier a été arrêté en mai avec Frank Zampino, ancien président du comité exécutif de Montréal, à la suite d'une enquête policière sur les malversations qui ont entouré la vente des terrains du Faubourg Contrecoeur.

Principale entreprise:

Construction F. Catania
104,6 millions en contrats avec Montréal de 2006 à 2009

PAOLO CATANIA 2

Président d'Entreprises Catcan, société fondée en 1963 qui se spécialise dans les travaux d'infrastructures et la construction résidentielle. À ne pas confondre avec son cousin Paolo Catania, arrêté en mai dans l'affaire du Faubourg Contrecoeur.

Principale entreprise:

Entreprises Catcan
94,2 millions en contrats avec Montréal de 2006 à 2011

LINO ZAMBITO 3

Cet entrepreneur de Boisbriand a été arrêté en février 2011 et accusé de collusion. Il a reconnu à l'émission *Enquête* avoir organisé cinq soirées de financement pour l'ancienne ministre libérale Nathalie Normandeau. En mai, il s'est avoué coupable d'avoir tenté d'intimider des opposants à la mairesse de Boisbriand lors des élections de 2009. Son entreprise, Infrabec, a fait faillite en mars 2011.

Principale entreprise: Infrabec
55,1 millions en contrats avec Montréal de 2006 à 2009

ACCURSIO SCIASCIA 4

Son entreprise spécialisée en finition de béton fait partie du groupe qui a décroché la part du lion des contrats de construction à Montréal de 2006 à 2009. Sciascia est aujourd'hui VP de l'Association Cattolica Eraclea, qui se présente comme un regroupement de personnes originaires du village du même nom en Sicile, en Italie. Consenza (Cosenza en français) est une province calabraise, région rivale de la mafia sicilienne.

Principale entreprise: Pavage ATG
22,6 millions en contrats avec Montréal de 2006 à 2009.

FRANK ENRICO ANDREOLI 5

L'entrepreneur a fondé Canbec à Lachine en 1984. Il se charge principalement de travaux de génie civil, mais également de déneigement.

Principale entreprise:

Canbec Construction
4 millions en contrats avec Montréal en 2012

DOMENICO ARCURI 6

L'entrepreneur ne fait pas seulement dans la construction, mais aussi dans la crème glacée et la décontamination de sols. Ses entreprises ont fait l'objet d'une vague d'incendies criminels, récemment. Arcuri est perçu comme l'un des acteurs importants de la réorganisation de la mafia après la chute des têtes dirigeantes du clan Rizzuto. Selon plusieurs sources, il ne serait pas dans les bonnes grâces de Vito Rizzuto, qui s'apprête à sortir de prison aux États-Unis.

Principale entreprise:

Construction Mirabeau
24 millions en contrats avec Montréal depuis 10 ans

— Pierre-André Normandin

Quand la peur dicte les appels d'offres

Nicolo Milioto est bien connu des journalistes d'enquête. En 2009, *La Presse* a publié un reportage qui mettait en cause l'entrepreneur mafieux sans pouvoir publier son nom. Aujourd'hui, nous reprenons le reportage à la lumière des révélations de la commission Charbonneau. Voici donc le témoignage d'une personne qui a été victime d'un système orchestré par Milioto.



FRANCIS VAILLES

Entre 2006 et 2009, Roger reçoit une cinquantaine d'appels téléphoniques désagréables. Chaque fois, c'est le même refrain: «Laisse tomber le prochain appel d'offres, c'est pas pour toi.»

Les appels surviennent généralement trois ou quatre jours avant le dépôt des soumissions. Habituellement, c'est le concurrent qui a été choisi par le «chef d'orchestre» pour le contrat qui l'appelle. La conversation est brève: pas question que Roger soumissionne à meilleur prix puisque c'est son interlocuteur qui doit gagner l'appel d'offres. Par ce système de communication bien huilé, les prix offerts à la Ville de Montréal pour les gros contrats étaient alors déterminés d'avance, nous a raconté cet entrepreneur. La Ville devait payer environ 20% de plus qu'elle n'aurait dû.

Roger, qui craint pour sa sécurité, a demandé à *La Presse* de taire son vrai nom. Ses propos rejoignent ceux de François Beaudry, ex-fonctionnaire du ministère des Transports, selon qui la mafia

COMMISSION CHARBONNEAU



QUI SONT-ILS?

La commission Charbonneau a divulgué cette photo d'une réunion dans les bureaux de Construction

F. Catania, à Brossard. L'homme au bout de la table est **Nicolo Rizzuto**, parrain de la mafia. À gauche de lui (à sa droite) se trouve **Frank Catania**. Le deuxième à droite, en haut, s'appelle **Pasquale Fedele**, et le premier à gauche est **Antonino Borsellino**.

La Presse fait appel à ses lecteurs pour identifier les autres personnes présentes (redaction@lapresse.ca).

montréalaise a la haute main sur les appels d'offres et fait gonfler les prix à Montréal et à Laval.

Pour acheter le silence, le gagnant désigné par le «chef d'orchestre» offrait parfois aux perdants des contrats en sous-traitance ou carrément de l'argent, par exemple un chèque de 15 000\$ pour «services rendus». Certains, par dépit, acceptent de jouer le jeu et de prendre les contrats ou l'argent.

Rencontre avec le «chef d'orchestre»

Vers 2006, Roger a voulu devenir plus actif et obtenir sa part des gros contrats de la Ville. Il a donc décidé de répondre librement à un appel d'offres de plusieurs millions de dollars. «Je n'étais pas encore certain du danger, dit-il. Je me disais: j'ai bien le droit de travailler à Montréal. J'étais un peu naïf.»

Quand un entrepreneur l'a appelé pour lui demander de céder, Roger a résisté. On l'a donc invité à une rencontre dans un restaurant de Montréal. Six ou sept concurrents étaient présents à la réunion.

Roger y tenait mordicus: il voulait soumissionner le contrat librement, comme l'un des entrepreneurs qui se trouvaient là, d'ailleurs. Au bout d'un certain temps, comme la mésentente persistait, l'un des entrepreneurs a appelé le «chef d'orchestre» de l'industrie, un entrepreneur d'origine italienne.

Selon Roger, ce «chef d'orchestre» est Nicolo Milioto. En 2009, quatre autres sources de *La Presse* l'ont désigné comme la personne qui «gère le trafic».

«Ça n'a pas été long. Il a été présent un bref instant à la réunion et j'ai compris que c'était fini. À la fin, certains ont pris de l'argent, d'autres, autre chose», raconte Roger.

L'entrepreneur dit connaître des gens qui ont été intimidés pour avoir voulu résister au système. «Ils ont eu des téléphones, de la visite chez eux. Leur femme et leurs enfants partaient pour la fin de semaine, oui, oui, oui... Les gars (du chef d'orchestre) ne lâchent pas le morceau. Ils vont être fins avec toi jusqu'à ce que ce soit à la limite, mais après, ils vont commencer à être moins fins», raconte-t-il.

De 2006 à 2009, la peur semble donc un élément central du système d'appels d'offres de la Ville de Montréal. Depuis, avec les reportages dans les médias et la commission Charbonneau, la pression aurait beaucoup diminué. Pour combien de temps?

> VOYEZ NOS VIDÉOS

«Noël au repaire de la mafia»

et «La mafia plein les poches» à lapresse.ca

NICOLO MILIOTO
LE MIDDLEMAN
DE LA MAFIA

Principale entreprise:
Construction Mivela

**68,4 millions en contrats
avec Montréal entre
2006 et 2012**

Société cédée à
Alfonzo Polizzi, présenté comme
le genre de **Nicolo Milioto**



Nicolo Milioto, décrit comme la courroie de transmission entre la mafia et l'industrie de la construction, a longtemps été l'un des plus importants entrepreneurs à décrocher des contrats à la Ville de Montréal. Et son entreprise, Mivela Construction, continue à faire de bonnes affaires dans la métropole.

Dans son plus récent rapport, le vérificateur général de Montréal a d'ailleurs souligné l'importance de Mivela à Montréal. De 2006 à 2009, soit avant le resserrement des règles à la Ville, Mivela a ainsi obtenu des contrats d'une valeur de 57,5 millions.

En janvier dernier, Nicolo Milioto a cédé sa société à son gendre, Alfonso Polizzi. L'entreprise continue à décrocher son lot de contrats depuis. En 2012, Mivela a ainsi remporté des mandats pour 4,4 millions, principalement pour refaire des trottoirs dans l'arrondissement de Ville-Marie. L'administration Tremblay vient d'ailleurs tout juste de lui confier, le 12 septembre, le mandat du prolongement de la piste cyclable sur le boulevard De Maisonneuve. Ces contrats s'ajoutent aux 6,6 millions obtenus depuis 2010.

Selon les témoignages entendus à la commission Charbonneau, Milioto a été vu 236 fois par la GRC au club Consenza, lieu de rendez-vous du clan Rizzuto. Hier, des séquences filmées par des caméras cachées en 2005 l'ont montré recevoir des liasses d'argent d'entrepreneurs qu'il cachait dans ses chaussettes. Les billets de banque étaient ensuite remis, pour l'essentiel, aux chefs mafieux Rocco Sollecito et Nick Rizzuto.

Âgé de 63 ans, Nicolo Milioto est connu des policiers. En mai 2003, il s'en est pris à des cols bleus de la Ville, à Montréal-Nord. Il a frappé deux grévistes et causé des dommages à un camion de la Ville à coups de barre de fer. Coupable de cinq chefs d'accusation au criminel, il a obtenu une absolution inconditionnelle, mais a dû faire un don de 500\$ à un organisme de charité. Il s'agissait d'une deuxième condamnation pour voies de fait: en 1993, il avait proféré des menaces de mort à l'endroit d'un citoyen.

Au cabinet du maire Tremblay, on répète ne pas pouvoir écarter Mivela, malgré les révélations

faites devant la commission Charbonneau, hier. On souligne que l'entreprise ne figure pas sur la liste noire de la Régie du bâtiment, ce qui lui permet de continuer à participer aux appels d'offres.

Les relations de Mivela avec Montréal sont toutefois tendues depuis un peu plus d'un an. L'entreprise poursuit la Ville pour obtenir le paiement d'extras à certains de ses chantiers. L'administration municipale refuse de payer, car elle estime ne jamais avoir demandé ces travaux supplémentaires.

La fille de Milioto, Caterina, a travaillé pour la Ville de 2006 à 2010 à la direction de la réalisation des travaux de construction. Elle avait été embauchée par Robert Marcil, ce gestionnaire qui a démissionné en 2009 après le déclenchement d'une enquête sur un voyage en Italie que lui a payé l'entrepreneur Joe Borsellino, de Construction Garnier. Aujourd'hui, M^{me} Milioto et M. Marcil travaillent comme cadres au Groupe SM, firme de génie-conseil.

— Pierre-André Normandin
et Francis Vailles

COMMISSION CHARBONNEAU

Portrait de famille



**YVES
BOISVERT**
CHRONIQUE

C'est bien de savoir des choses. Mais il n'y a rien comme les voir.

Les photos et les vidéos déposées hier à la commission Charbonneau sont l'équivalent de l'écoute électronique du crime organisé lors de la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO), dans les années 70. On pouvait entendre des conversations entre caïds, pénétrer comme jamais dans les coulisses du crime organisé.

Les photos et les vidéos d'hier ont le même impact, immédiat et ravageur.

Elles nous montrent ce qu'on pensait savoir, ce qu'on nous avait raconté 1000 fois: l'imbrication très intime de la mafia et d'un certain milieu de la construction.

Entre toutes, je retiens la scène la plus extraordinaire, une photo qui raconte d'un coup ce que Jacques Duchesneau, des experts et des journalistes ont tenté de nous expliquer en 100 000 mots.

À la grande table du conseil de Construction F. Catania, le parrain de la mafia trône joyeusement. Le fondateur, Frank Catania, est à ses côtés. D'autres compères sont attablés.

Nick Rizzuto salue de la main. Derrière lui, on peut voir bien en évidence des plans de terrains. Des cartes routières. Des croquis des immeubles de F. Catania.

Les joues sont roses, le vin est pourpre, l'avenir est brillant, la vie est belle.

Le parrain sourit. Les affaires ont l'air bonnes.

C'était l'époque où, quand La Presse écrivait sur des passes de terrain un peu louches au Faubourg Contrecoeur, M. Catania faisait écrire des mises en demeure outrées signées d'avocats d'un grand bureau de Montréal. Comment osait-on porter atteinte à sa réputation?

C'était avant qu'on voie, en Cour, le parrain de la mafia

cacher des liasses de billets de banque dans ses chaussettes sous l'œil bienveillant du même Catania, venu prendre un café avec lui au Consenza.

La photo à la table du Conseil a été saisie par la police l'an dernier à l'occasion d'une perquisition chez Catania. Ce n'est pas la preuve d'un crime. Simplement l'évidence d'un lien intime entre Rizzuto et le père Catania.

Ce n'est plus seulement Catania qui rend visite au vieux Rizzuto dans son café. C'est le

de fraude et de complot avec l'ex-numéro deux de la Ville, Frank Zampino.

■ ■ ■

Pendant de longues minutes, la Commission a pu visionner hier des images aussi fascinantes qu'ennuyantes d'un party de Noël mafieux.

On y voit des chefs de la mafia embrasser des entrepreneurs en construction. On voit certains constructeurs apporter leur dû aux chefs mafieux.

On voit comment ces deux mondes se côtoient et se mêlent: le crime organisé italien et certains gros entrepreneurs très présents à Montréal et dans les environs. Jusqu'à quel point ne sont-ils qu'une seule et même entité, ça, la Commission est censée nous le dire.

parrain qui se rend au siège social d'une des plus importantes firmes de construction de la région, et qui trinque aux travaux à venir.

Depuis, Frank Catania a pris sa retraite, Nick Rizzuto a été emprisonné, puis assassiné, et Paolo Catania, neveu de l'autre et nouveau président de F. Catania, a été accusé

Quel argent? Quelles sommes? Pour quelle raison exactement? La vidéo ne le raconte pas. Ces vidéos, d'ailleurs, n'étaient d'aucun intérêt pour l'enquête criminelle Colisée (2005-2006): on visait le trafic de stupéfiants et le jeu illégal. Heureusement, après une bagarre judiciaire un peu ridicule, la Gendarmerie royale du

Canada a accepté de remettre ces vidéos à la Commission.

On voit donc comment ces deux mondes se côtoient et se mêlent: le crime organisé italien et certains gros entrepreneurs très présents à Montréal et dans les environs.

Jusqu'à quel point ne sont-ils qu'une seule et même entité, ça, la Commission est censée nous le dire.

Elle nous le dira en convoquant à la barre des entrepreneurs, de gré ou de force, pour qu'ils expliquent ce qu'ils faisaient au quartier général de la mafia montréalaise. Pourquoi ils remettaient de l'argent. Pourquoi ils embrassaient des chefs du crime organisé et avaient des discussions privées avec eux.

L'un d'eux, Lino Zambito, arrêté pour son implication dans l'affaire de Boisbriand, est attendu aujourd'hui. Comme il est accusé devant la cour criminelle, il se peut que son témoignage soit frappé d'une ordonnance temporaire de non-publication.

Mais voilà le genre de témoin qu'on attend: des gens à qui on peut poser des questions sur la collusion, la corruption, le crime organisé et le financement politique.

Tout ce qui, dans un certain milieu de la construction, s'appelle simplement «les affaires».

La Commission vient de commencer.



Pour joindre notre chroniqueur: yboisvert@lapresse.ca

RÉSUMÉ

Un enquêteur de la Commission a montré une série d'images où des dirigeants de la mafia fraternisent avec des entrepreneurs en construction qui sont parmi ceux qui obtiennent le plus de contrats publics à Montréal. Certains ont été filmés par une caméra cachée de la GRC pendant qu'ils versaient d'importantes sommes d'argent à la mafia.

— Vincent Larouche

15%

Le taux de gonflement artificiel des contrats engendré à l'heure actuelle par l'implication de la mafia et la collusion dans l'industrie de la construction.

À VENIR

Selon Radio-Canada, l'entrepreneur Lino Zambito, arrêté pour corruption à Boisbriand en 2011 et filmé lors de rencontres avec la mafia, devrait témoigner aujourd'hui.



ÉVÉNEMENT FIN D'ANNÉE

MODÈLES
CADILLAC

UN RETOUR SUR INVESTISSEMENT QUI SE DÉMARQUE.



BERLINE CTS 2012

MULTISEGMENT SRX 2012

COUVERTS PAR LA PROTECTION CADILLAC

Profitez de l'ensemble le plus complet d'avantages pour le propriétaire offert par un constructeur automobile de luxe. La protection Cadillac offre des avantages exclusifs tels le programme d'entretien privilégié sans frais qui couvre les vidanges d'huile, la rotation des pneus et l'inspection multipoint complète du véhicule pendant 4 ans ou 90 000 km, sans oublier le diagnostic du véhicule à distance, les applis mobiles et plus encore.

BERLINE CTS 2012

PROPULSION ARRIÈRE

MISE DE FOND	PAIEMENT	LOCATION
0\$	455\$ ¹ /MOIS	48 MOIS

BERLINE CTS 2012

TRACTION INTÉGRALE

MISE DE FOND	PAIEMENT	LOCATION
0\$	465\$ ¹ /MOIS	48 MOIS

SRX 2012

MISE DE FOND	PAIEMENT	LOCATION
0\$	539\$ ¹ /MOIS	48 MOIS

COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CADILLAC DÈS AUJOURD'HUI.

cadillac.ca

CADILLAC DE LAVAL 2800, BOULEVARD CHOMEDEY 450 681-0028	CHALUT JOLIETTE 250, BOULEVARD ANTONIO-BARRETTE 514 861-4859	DESCHAMPS SAINTE-JULIE 333, BOULEVARD ARMAND-FRAPPIER 450 649-9333	GRAVEL DÉCARIE 6100, BOULEVARD DÉCARIE 514 342-2222	GRAVEL ÎLE-DES-SŒURS 1007, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE 514 769-5353	LE RELAIS MONTRÉAL 9411, AVENUE PAPINEAU 514 384-6380	PLAZA SAINT-LAURENT 10480, BOULEVARD HENRI-BOURASSA O 514 332-1673	VISION LA PRAIRIE 150, BOULEVARD TASCHEREAU 450 659-5471
---	--	--	---	---	---	--	--

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs berlines CTS à transmission automatique 2012 (6DM69/1SB/MXO) et SRX TA 2012 (6NG26/1SA). Les frais liés à l'inscription au RDPRM, si applicables, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Prix à l'achat de 35 960 \$ pour la CTS à propulsion arrière, de 38 125 \$ pour la CTS à traction intégrale et de 40 809 \$ pour le SRX. Paiements mensuels basés sur une location de 48 mois, à un taux de location de 0,9 % pour la berline CTS et de 1,9 % pour le SRX. Sur approbation de crédit de la FinancialInx Corporation. Limite annuelle de 20 000 km; 0,20 \$ par kilomètre excédentaire. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. Transport (1 550 \$) et taxe de climatisation (100 \$) inclus. Immatriculation, assurance, droits et taxes en sus. Comprend un rabais (avant les taxes) de 2 500 \$ pour la berline CTS et de 1 000 \$ pour le SRX. Ce rabais est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant et est offert aux particuliers seulement. 2. Programme Entretien supérieur de Cadillac sans frais de 4 ans ou 80 000 km. Selon la première éventualité. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAQ Québec (excepté la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peuvent être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez gm.ca.

Louis Roy forcé de démissionner

Le patron de la CSN aurait eu une conduite jugée indigne de sa fonction

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Un verre de trop, un mot de trop, un geste de trop peut-être... Pour avoir eu une conduite jugée indigne d'un président de centrale syndicale, le patron de la CSN, Louis Roy, a été forcé de démissionner par son bureau, hier.

Cela met un point final à une partie de bras de fer qui durait depuis deux semaines dans les coulisses de la CSN. Pour lui, personne n'a exigé son départ, mais certains membres du bureau demandaient qu'il soit « suspendu », la punition suprême dans les règles internes de la centrale.

« Je n'ai rien fait de répréhensible, il n'y a de plainte contre moi nulle part », a soutenu le syndicaliste dans une entrevue avec *La Presse*, hier. Il aurait préféré pouvoir s'expliquer publiquement sans contrainte, « mettre tout sur la table, sacrament... pour nettoyer l'affaire ». Mais la centrale a tenu à ce que tout ce litige, y compris son règlement, fasse l'objet d'une entente de confidentialité. « Je suis pris dans une situation où les rumeurs sont plus importantes que la réalité », lance-t-il.

Il y a eu plusieurs témoignages de sympathie à son endroit, hier: « Il était un bon porte-parole pour la CSN », a dit Marc Laviolette, qui avait battu M. Roy à la présidence en 1999. Réjean Parent, ex-président de la CSD, a aussi rendu hommage à ce frère d'armes, qu'il a côtoyé dans de nombreuses luttes lors des négociations du secteur public avec Québec.

M. Roy était devenu président en mai 2011 après le départ à la retraite de Claudette Carbonneau. Issu du secteur public, il était auparavant président de la Fédération des



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DE MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE
Louis Roy était devenu président de la CSN en mai 2011 après le départ à la retraite de Claudette Carbonneau.

le monde a un peu dérapé. Il y a eu des propos et des gestes qui, sans avoir de portée criminelle, ne correspondent pas à ce qui est attendu d'un président de centrale, explique-t-on. M. Roy refuse de commenter l'affaire: « Je ne sais pas ce qu'on veut dire par là. Qu'est-ce qui est déplacé? Si vous trouvez un code de conduite écrit, j'aimerais l'avoir! », a-t-il dit.

« Il n'a pas eu crime. Il y a des gens qui ont fait une interprétation de choses qui se sont

passées. J'ai réellement soutenu une jeune femme en crise pour l'amener vers sa chambre, mais de là à dire que je l'ai tripotée... Que des gens aient pensé que ce soit cela, je peux comprendre, mais je ne peux l'admettre par ailleurs », a-t-il dit. La jeune femme « avait bu, c'est clair, mais ce n'était pas sa seule source de détresse. Elle était perturbée, désorientée, j'ai voulu soutenir cette personne, la raccompagner à sa chambre, et des gens ont pensé que je

voulais profiter de la situation, ce que je nie complètement », a soutenu M. Roy.

« Il faut que j'assume la perception des gens parce que certains considèrent que les ragots sont plus importants que ce que dit le président de la CSN. Pour faire la lumière sur cette question alors qu'il n'y a pas de plainte de déposée, il faudrait que, comme individu, je poursuive des membres de la CSN en diffamation pour ce qu'ils ont véhiculé. »

Une plainte a été portée à la direction de la centrale, qui a demandé à un avocat de Montréal, Serge Brault, de faire enquête. Son rapport est tombé le 18 septembre et a déclenché une série de réunions tenues entre le bureau de direction et M. Roy. Ce dernier a accepté de se retirer des réunions à certains moments. « Peut-être n'aurais-je pas dû », dit-il aujourd'hui. Il est convaincu toutefois qu'il n'est pas victime d'une vendetta de la part de membres de la direction.

Surpris que *La Presse* l'interroge sur le rapport d'enquête, M. Roy a souligné hier que M^e Brault s'était contenté de colliger des témoignages, que son travail n'était pas une enquête au sens juridique du terme. L'avocat n'a pas fait de contre-interrogatoire, pas relevé les déclarations des témoins qui auraient pu paraître contradictoires. « C'est une accumulation de points de vue sur ce qui s'est passé ce soir-là », résume M. Roy, qui ne souhaite pas que ce rapport soit rendu public. « Ce n'est pas une enquête en bonne et due forme », explique-t-il. Les témoins ont prêté serment avant de faire leur déclaration, a-t-on appris par ailleurs.

« On m'a demandé de ne pas révéler le nom de l'enquêteur, il a été choisi par la direction de la CSN », a-t-il dit. Il n'a pas le rapport, mais on lui en a fait la lecture.

« J'ai réellement soutenu une jeune femme en crise pour l'amener vers sa chambre, mais de là à dire que je l'ai tripotée... »

— Louis Roy, président de la CSN

employés de la santé et des services sociaux. Louis Roy avait amorcé son engagement syndical en 1975 au CLSC Hochelaga-Maisonneuve.

Il a démissionné parce que, pour présider la CSN, « il faut une certaine sérénité, sentir que les gens vous reconnaissent une certaine crédibilité. J'ai estimé que continuer à faire la job, c'était mettre en péril la CSN », a-t-il expliqué à *La Presse*.

C'est le premier vice-président Jacques Létourneau qui le remplace au pied levé. « Le lien de confiance était brisé entre la présidence et l'exécutif », s'est-il contenté de dire lors d'un point de presse à Montréal. « C'est une accusation lourde », réplique M. Roy, qui souligne que, à son avis, il y aurait eu des issues à cette crise.

Une soirée à Jouvence

Hier, M. Roy s'est montré étonné que *La Presse* ait eu accès à de l'information qui devait rester confidentielle en vertu de l'entente qu'il avait conclue en matinée avec le bureau syndical. Unanimement, la direction avait demandé son départ immédiat. Il a finalement abdicqué tôt en matinée, hier, avant que la question soit soumise au Conseil fédéral, l'instance suprême de la CSN entre les congrès.

Selon nos sources, en août dernier, la CSN avait comme chaque été organisé une « formation-soleil » à la base de plein air Jouvence, dans les Cantons-de-l'Est. S'y trouvaient 16 aspirants délégués syndicaux, des « jeunes » de moins de 30 ans, ainsi que les 6 membres du comité jeunes de la centrale. M. Roy y participait avec Jean Lortie, le secrétaire de la centrale. En soirée, M. Lortie est parti, mais M. Roy s'est attardé pour prendre un verre avec les syndiqués. La soirée s'est prolongée.

À un moment donné, un membre du groupe a décidé d'éventrer l'armoire verrouillée où les préposés rangeaient l'alcool. M. Roy a personnellement payé la facture par la suite — un peu moins de 400\$. L'enquête a démontré qu'il n'avait pas lui-même forcé l'armoire, mais certains membres de la CSN estiment que, par sa présence, il a cautionné le méfait.

Mais durant cette soirée, tout



ENQUÊTE

CE SOIR
21h



QUI SE
CACHE
DERRIÈRE
LE MASQUE?

#RCenquete



ACTUALITÉS

AVORTEMENT

LES TABOUS PERSISTENT

Alors que le statut du fœtus fait encore l'objet de débats à Ottawa, le portrait dans les cliniques d'avortement montre l'étendue du travail à accomplir pour faire tomber les nombreux tabous.

GABRIELLE DUCHAINE

Vingt-cinq ans après la décriminalisation de l'avortement, les tabous entourant cette pratique pourtant entièrement légale sont loin d'être tombés. Plus de trois Québécois sur quatre y sont favorables, mais certaines cliniques hésitent encore à diffuser leur adresse pour des questions de sécurité et de nombreux médecins refusent catégoriquement que la nature de leur travail soit rendue publique.

« Ils ont peur », affirme la D^{re} Francine Léger, qui pratique une journée par semaine à la clinique Morgentaler, à Montréal, devant laquelle manifestent des groupes antiavortement 120 jours par année. « Le fanatisme existe encore », dit en soupirant l'omnipraticienne.

La D^{re} Léger fait partie d'une poignée de médecins qui acceptent de parler aux médias. Les autres – ils seraient une centaine au Québec – ne veulent tout simplement pas qu'on sache qu'ils font des avortements.

Certains sont si inquiets qu'ils refusent même que leur

numéro de pratique soit inscrit sur les documents remis aux patientes. « Ils préfèrent ne pas pouvoir être retracés par un conjoint fâché ou par quelqu'un de mal intentionné qui tomberait sur ces papiers », explique Marie-Ève Carignan, infirmière au Centre de santé des femmes de Montréal.

L'organisme communautaire peine à recruter du personnel. Dernièrement, une

note M^{me} Messier, qui fait elle-même l'objet d'une campagne de salissage sur l'internet par des « antichoix », comme elle les appelle. « Ils me traitent de sorcière. »

Discretion totale

Pour des raisons de sécurité et de discrétion, le Centre de santé des femmes, qui pratique des avortements trois jours par semaine, n'est iden-

Même entre elles, les clientes se jugent. « Beaucoup nous disent : je suis contre l'avortement, mais moi, j'ai une bonne raison », raconte Marie-Ève Carignan, infirmière au Centre de santé des femmes de Montréal.

jeune médecin a fait volte-face juste avant de commencer officiellement à y travailler. « Elle a eu trop peur, raconte la directrice, Anne-Marie Messier. Elle nous a dit qu'elle n'y arriverait pas. »

Une de ses amies de l'École de médecine a été assassinée aux États-Unis il y a quelques années. « Ce sont les mêmes mouvements là-bas qu'ici »,

tifié que par un petit écriteau gris à côté de l'entrée principale. De la rue, on dirait un appartement du Plateau Mont-Royal comme un autre. Sur le site web de l'organisme, pas d'adresse ou de carte géographique. « On la donne au téléphone », précise la directrice. La porte est également verrouillée en tout temps. « Comme ça, ceux qui ne sont

pas les bienvenus n'entrent pas », explique Marie-Ève Carignan.

La jeune femme est catégorique: l'avortement est encore tabou au Québec. Pour la gardienne de sa fille, par exemple, elle travaille « en santé des femmes ». « Comme ça, pas besoin d'entrer dans un débat ou une longue explication. »

Selon elle, beaucoup de chemin reste à faire. Ses collègues, assises dans une chaleureuse salle de réunion, sont toutes du même avis. Elles font régulièrement l'objet de jugements de valeur dans leur vie quotidienne, et leurs patientes encore plus.

« Plusieurs se sentent complètement isolées parce que leurs proches et leurs amis sont contre l'avortement », note Anabelle Caron, coordonnatrice au développement communautaire.

Même si elle travaille dans le domaine, la femme hésite à dire aux gens qu'elle a subi plus d'une interruption de grossesse dans sa vie. « On dirait qu'une fois, ça va, mais plus que ça, ce n'est pas accepté. Il y a toujours des émotions liées à

FAITES COMME NOUS, CHANGEZ DE DÉCOR.

Vos besoins évoluent constamment et nos nouvelles chambres **ModeRoom^{MC}** y répondent parfaitement, en fonctionnalité, en confort et en beauté.

Nous avons pris le temps de bien faire les choses : l'espace de travail **SmartDesk^{MC}** est intelligent en tous points. La connexion Internet haute vitesse gratuite est supérieure. Le grand téléviseur haute définition permet d'écouter des films et de la musique, ou même revoir vos présentations. Et le lit Sanctuaire de Delta vous permet de relaxer complètement.

Réservez une chambre **ModeRoom^{MC}** à l'hôtel Delta Montréal ou Delta Centre-Ville, au Delta Québec ou au tout nouveau Delta Saguenay, Hôtel et Centre des congrès. Changer de décor, ça change tout.

Visitez DeltaHotels.com/ModeRoomQuebec



Stephen Woodworth

Définition du fœtus

La motion

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — La motion controversée M-312 a finalement été défaite à la Chambre des communes, hier. Les députés n'auront pas à former de comité spécial pour déterminer si le fœtus devrait être considéré comme un être humain en vertu de l'article 223 du Code criminel du Canada.

Une majorité de députés conservateurs ont quand même voté pour l'initiative proposée par leur collègue Stephen Woodworth, dont une dizaine de ministres, notamment la ministre de la Condition féminine, Rona Ambrose.

« Le fait que la ministre de la Condition féminine ait voté pour une motion qui sert à faire reculer le droit des femmes est totalement inacceptable, a lancé la députée du Nouveau Parti démocratique (NPD) Niki Ashton, porte-parole de son parti dans ce dossier. C'est un message extrêmement préoccupant. »

203 contre, 91 pour

Les détracteurs de la motion M-312 la décrivaient comme un moyen détourné de relancer le débat sur la légalité de l'avortement au Canada.

En tout, 203 députés se sont prononcés contre, dont le premier ministre Stephen Harper, comme il l'avait promis dès le début de ce débat. De même, l'ensemble des caucus du NPD et du Bloc québécois ont voté contre.

Chez les libéraux, 4 des 35 députés se sont prononcés en faveur de M-312. Le reste des 91 votes appuyant la motion est venu des rangs conservateurs. Toutes formations

FAITES COMME NOUS, CHANGEZ DE DÉCOR.

Vos besoins évoluent constamment et nos nouvelles chambres **ModeRoom^{MC}** y répondent parfaitement, en fonctionnalité, en confort et en beauté.

Nous avons pris le temps de bien faire les choses : l'espace de travail **SmartDesk^{MC}** est intelligent en tous points. La connexion Internet haute vitesse gratuite est supérieure. Le grand téléviseur haute définition permet d'écouter des films et de la musique, ou même revoir vos présentations. Et le lit Sanctuaire de Delta vous permet de relaxer complètement.

Réservez une chambre **ModeRoom^{MC}** à l'hôtel Delta Montréal ou Delta Centre-Ville, au Delta Québec ou au tout nouveau Delta Saguenay, Hôtel et Centre des congrès. Changer de décor, ça change tout.

Visitez DeltaHotels.com/ModeRoomQuebec

DELTA
HÔTELS ET VILLÉGIATURES

*Chambre ModeRoom^{MC} du Delta Centre-Ville

L'AVORTEMENT EN CHIFFRES

Taux d'avortement parmi les femmes de 15 à 44 ans au Québec:

> 1990	1,3%
> 1995	1,6%
> 2000	1,8%
> 2005	1,8%
> 2010	1,7%

Au Québec en 1998, **59%** des avortements étaient une première interruption de grossesse.

En Ontario en 1998, **68%** des avortements étaient un premier avortement et **23%**, un deuxième.

Sources: ISQ, MSSS, *Le Devoir* — Mathieu Perreault

un avortement, mais c'est un choix personnel qui doit être respecté.»

Peur et isolement

À la clinique, certaines femmes préfèrent payer plutôt qu'utiliser leur carte d'assurance maladie pour s'assurer que personne ne pourra jamais savoir qu'elles y sont allées. Une cliente a même refusé que l'embryon soit examiné en pathologie, parce que son père est pathologiste.

L'été dernier, les employées ont dû appeler la police parce qu'une patiente dans la vingtaine, d'origine maghrébine, avait peur de sortir de l'édifice. Son ex-conjoint, violent, voulait absolument qu'elle garde



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Des manifestants antiavortement devant la clinique Morgentaler, cette semaine, dans le cadre de l'événement « 40 jours pour la vie », qui a lieu trois fois par année.

le bébé. Il l'attendait dehors avec une caméra vidéo pour immortaliser sa trahison. « Il a envoyé le film au frère de la femme, qui l'a reniée », raconte l'infirmière Natacha Bielinski. Des événements comme celui-ci arrivent à l'occasion.

Même entre elles, les clientes du centre de santé se jugent. « Beaucoup nous disent: je suis contre l'avortement, mais moi, j'ai une bonne raison, raconte Marie-Ève Carignan. Nous leur répondons que chaque femme

a une bonne raison au moment de prendre cette décision.»

Les clientes de la clinique sont souvent surprises de voir des mères de famille, des femmes d'âge mûr ou des musulmanes. « L'image de l'adolescente de milieu

défavorisé persiste », remarque Nathalie Roy, également infirmière. « Il y a même des patientes qui nous demandent si on est anti-enfants. Pourtant, on en a toutes au moins un », ajoute-t-elle en riant.



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

est battue

confondues, aucun député québécois ne l'a appuyée.

Au terme du vote, en début de soirée, le député ontarien Stephen Woodworth a promis de poursuivre le combat pour convaincre les parlementaires de respecter la volonté des Canadiens qui, selon lui, fait consensus sur cette question. Il a dit avoir confiance qu'un jour, le Parlement se rende à ses arguments.

Pour l'instant, cependant, il a dit vouloir voyager dans le pays pour parler de « l'importance très, très grave de l'inclusion dans le droit canadien de la valeur et de la dignité égales de chaque être humain ».

Tous ses collègues ne partagent pas son dévouement. « Le vote de la Chambre des communes est terminé. C'est le temps de passer à autre chose », a tranché la ministre du Travail, Lisa Raitt, à sa sortie de la Chambre des communes.

L'influence de Harper

M. Woodworth a par ailleurs laissé entendre que la décision de Stephen Harper de voter contre la motion avait pu influencer le résultat. « Plusieurs de mes collègues, comme moi, respectent et admirent M. Harper », a-t-il dit.

Une dizaine de ministres se sont tout de même prononcés pour la motion, dont le ministre de l'Immigration, Jason Kenney, qui avait annoncé ses intentions. D'autres collègues se sont joints à lui, dont le leader du gouvernement à la Chambre des communes, Peter Van Loan, le ministre des Affaires intergouvernementales, Peter Penashue, et le ministre de la Coopération internationale, Julian Fantino.

2012
PRIX VALEURS RÉSIDUELLES[®]
MEILLEURE MARQUE GRAND PUBLIC
GAMME SUBARU 2012

Meilleur choix sécurité[®]
INSURANCE INSTITUTE
FOR HIGHWAY SAFETY
GAMME SUBARU 2012

Forester, Legacy et Outback disponibles en version PZEV
Optez pour la technologie PZEV, la solution écologique abordable et sans compromis.
subaru-pzev.ca

FORESTER 2.5X 2013

Location à partir de

259\$ /mois taxes en sus **24 MOIS**

- Comptant exigé : 2 557,08\$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 2 940,00\$ (taxes incluses)

À LA LOCATION

0\$ dépôt de sécurité

km alloués 20 000 km/année

km excédentaires 0,10 \$/km

LES MODÈLES 2013 SONT ARRIVÉS!

pensez aventure

OUTBACK 2.5i Commodité 2013

Location à partir de

349\$ /mois taxes en sus **24 MOIS**

- Comptant exigé : 2 609,26\$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 3 000,00\$ (taxes incluses)

À LA LOCATION

0\$ dépôt de sécurité

km alloués 20 000 km/année

km excédentaires 0,10 \$/km

LES MODÈLES 2013 SONT ARRIVÉS!

pensez plein air

FORESTER
Économie d'essence (l/100 km)^Δ
SMT Ville 9,9 / Route 7,4
4EAT Ville 9,9 / Route 7,5
Indice d'octane recommandé : 87
Données estimatives

OUTBACK
Économie d'essence (l/100 km)^Δ
CVT Lineartronic[®] Ville 8,6 / Route 6,5
6MT Ville 9,8 / Route 7,0
Indice d'octane recommandé : 87
Données estimatives

SUBARU
Confiance et évolution

Japonais et plus encore! | www.quebec.concessionsubaru.ca

SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY	SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND	LACHUTE SUBARU BROWNSBURG	SUBARU MONTRÉAL MONTRÉAL
SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX	JOLIETTE SUBARU JOLIETTE	CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY	SUBARU DE LAVAL LAVAL
	SUBARU SAINTE-JULIE SAINTE-JULIE	JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU	SUBARU BROSSARD BROSSARD

SUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHE

Δ À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCQ. Δ Les données de consommation de carburant sont établies par Ressources naturelles Canada et sont estimatives. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite du conducteur et la charge du véhicule. † Prix valeurs résiduelles 2012 ALG Canada pour la gamme Subaru : première position au classement général, catégorie marque grand public. Subaru nommée Meilleure marque grand public par ALG Canada pour une troisième année consécutive. † Mention « Meilleur choix sécurité » pour tous les modèles 2012. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible à l'essai de résistance de toit (test de capotage) ainsi que dans les essais de collision frontale déportée à 40 mi/h (65 km/h), de collision latérale à 31 mi/h (50 km/h) et de collision arrière à 20 mi/h (32 km/h) réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux quatre essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction « Meilleur choix sécurité ». Subaru est le seul constructeur à recevoir une mention « Meilleur choix sécurité » de IIHS pour tous ses modèles, et ce, pour une troisième année consécutive. Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photos à titre indicatif seulement. Les spécifications techniques sont sujettes à changement sans préavis. Offres valables jusqu'au 30 septembre 2012.

POLITIQUE

40^e législature Les co-chefs de Québec solidaire assermentés

Les cérémonies de prestation de serment de la 40^e législature au Québec sont maintenant terminées. Les députés de Québec solidaire ont prêté serment hier, à l'Assemblée nationale. La députée de Gouin, Françoise David, a vécu cette cérémonie pour la première fois. Quant au député de Mercier, Amir Khadir, il en est à son deuxième mandat. Le Parti québécois avait choisi de retirer l'unifolié lors de la prestation de serment de ses 54 députés, et hier, le drapeau canadien n'était pas dans le Salon rouge. Si Françoise David a modestement prêté serment, Amir Khadir s'est montré fidèle à lui-même. Avant de faire lecture du texte officiel, il a tenu à rappeler les convictions de Québec solidaire, dont le rejet de la monarchie, puis il a prêté serment à la reine, en « attendant la déclaration de la république indépendante du Québec ». Les deux députés ont aussi pris quelques minutes pour s'exprimer et remercier les électeurs de leur avoir donné le mandat de les représenter au Parlement.

— La Presse Canadienne



PHOTO LE SOLEIL

La CAQ n'appuiera pas la hausse des impôts

LA PRESSE CANADIENNE

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, laisse entendre qu'il serait prêt à faire tomber le gouvernement minoritaire de Pauline Marois si celui-ci persiste à vouloir instaurer une hausse d'impôt rétroactive.

En conférence de presse hier à Montréal, M. Legault a déclaré que la CAQ s'opposera à toute hausse d'impôt, quoi qu'il advienne.

« On n'appuiera pas une hausse des impôts », a-t-il martelé à plusieurs reprises.

« Donc, que M^{me} Marois agisse en conséquence ou qu'elle obtienne l'appui du Parti libéral », a-t-il ajouté.

Interrogé à quelques reprises sur la possibilité de faire tomber le gouvernement sur cette question, M. Legault n'a pas voulu le dire aussi clairement, indiquant d'abord qu'« on n'en est pas là », pour finalement ajouter, en anglais: « Cela n'aurait aucun sens d'avoir une nouvelle élection, mais c'est entre les mains de M^{me} Marois maintenant. »

Bien que son parti ait aussi promis d'abolir la taxe santé de 200\$, M. Legault a rappelé que la Coalition prévoyait financer cette mesure par une réduction des dépenses.

Il soutient que le niveau d'imposition trop élevé au Québec est l'une des causes des difficultés économiques de la province et qu'il n'est pas question d'en ajouter.

Il réclame d'ailleurs une mise à jour économique dans les plus brefs délais afin de faire la lumière sur les comptes publics à la suite de l'annonce de l'ex-ministre des Finances, Raymond Bachand, après les élections, de l'existence d'un manque à gagner de 800 millions de dollars au 30 juin par rapport aux prévisions budgétaires et de la possibilité de voir encore 350 millions s'ajouter, en raison d'une croissance économique qui s'annonce inférieure à ce qui avait été prévu.

« Cela n'aurait aucun sens d'avoir une nouvelle élection, mais c'est entre les mains de M^{me} Marois maintenant. »

— François Legault

À peine une semaine après la nomination du Conseil des ministres du gouvernement péquiste, François Legault a noté que Pauline Marois « semble être disparue des écrans radars depuis son assermentation comme première ministre ».

Il lui a reproché d'improviser dans plusieurs dossiers et, surtout, de faire abstraction de sa réalité politique.

« Il est temps que M^{me} Marois assume son rôle de première ministre d'un gouvernement minoritaire », a-t-il lancé, en appuyant sur ce dernier mot.

« M^{me} Marois n'est pas là pour travailler pour ses militants. Elle est là pour travailler pour l'ensemble des Québécois ou au moins pour une majorité de Québécois, et pour être capable de travailler pour une majorité de Québécois, elle doit faire des ententes avec un des deux partis de l'opposition », a-t-il ajouté.

Décisions critiquées

Il a notamment condamné les décisions de maintenir l'augmentation de l'aide financière aux étudiants malgré l'abolition de la hausse des droits de scolarité, d'annoncer la fermeture de la centrale nucléaire Gentilly-2 avant d'avoir pris connaissance des tenants et aboutissants de cette fermeture et d'annoncer ce qu'il qualifie de moratoire permanent sur l'exploitation du gaz de schiste.

Il a par ailleurs dénoncé le fait que l'ex-député Nicolas Girard puisse être nommé à la tête de l'Agence métropolitaine de transport, selon des informations publiées hier matin.

« M. Girard, avec toutes ses qualités, n'a aucune expérience de gestion. Donc exactement ce que le Parti québécois dénonçait; la partisanerie avant la compétence », a-t-il dit.

BOMBAY®



CE WEEK-END SEULEMENT!

PROMOTION

SANS

TAXES

NOUS PAYONS LES TAXES POUR VOUS
SUR TOUS VOS ACHATS.

ouvrez un compte-carte de
crédit Bombay aujourd'hui et
ÉCONOMISEZ UN 10%⁺
ADDITIONNEL
sur votre achat total.



**PAIEMENTS MINIMAUX SANS
INTÉRÊT POUR 6 MOIS****

**SUR LES ACHATS DE 500 \$ OU PLUS TRAITÉS AVEC
VOTRE CARTE DE CRÉDIT BOMBAY**
toutes les options de financement sont offertes
sous réserve de l'approbation du crédit.

Décarie,
coin Jean-Talon
514 341 4927

Le Carrefour
Laval
450 978 5362

Centre
Rockland
514 344 4688

Kirkland
514 428 0606

Les Galeries
d'Anjou
514 352 7696

Place
Rosemère
450 979 2772

Place Ste-Foy
418 651 7664

Quartier Dix30
450 462 2535

Carrefour
Champêtre
450 534 0611

www.bombay.ca

*Toutes les options de financement sont offertes sous réserve de l'approbation du crédit. Nouveaux demandeurs seulement. **Période promotionnelle de 6 mois sans intérêts avec paiements minimaux : Sous réserve de l'approbation du crédit pour les détenteurs de la carte de crédit Bombay. Un achat minimal de 500 \$ est exigé. Un paiement mensuel équivalent au plus élevé de 15 \$ ou de 3.5% de votre solde est exigé durant la période promotionnelle. Les intérêts calculés au taux privilégié s'accumulent sur le solde impayé à compter de la date de l'achat. Si le montant de l'achat et tous les frais facturés à l'égard de l'achat ne sont pas payés avant la date d'échéance de la promotion, les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Si durant la période promotionnelle vous n'effectuez pas un paiement minimal exigé, l'offre promotionnelle sera annulée et les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Le solde impayé sur l'offre promotionnelle sera chargé des intérêts au taux privilégié jusqu'à ce que le solde soit payé en entier. Le taux privilégié est de 29.9%. Pour de plus amples détails, demandez à un(e) associé(e).

HAUSSE DES IMPÔTS DES NANTIS

Pas négociable, dit Marceau

TOMMY CHOUINARD
ET PAUL JOURNET

QUÉBEC — Les négociations entre le gouvernement Marois et l'opposition s'annoncent corsées. Les nantis paieront la facture de l'abolition de la taxe santé, ce n'est «pas négociable», a fait savoir hier le ministre des Finances, Nicolas Marceau.

Le gouvernement Marois est selon lui guidé par un principe énoncé en campagne électorale: «Abolir la taxe santé et transférer le fardeau fiscal de 1 milliard de dollars vers les contribuables les plus nantis.» «Il faut absolument que ce principe soit respecté», a-t-il insisté. Le gouvernement tient à éliminer la taxe de 200 \$ cette année, comme promis.

Quant aux moyens à prendre pour augmenter le fardeau fiscal des nantis, le ministre se dit «ouvert». Son «scénario privilégié» est d'augmenter les impôts des Québécois qui gagnent plus de 130 000\$, de hausser

la portion imposable des gains en capital et de réduire le crédit d'impôt sur les revenus de dividendes de façon rétroactive. «Nous sommes souples sur les moyens. Cela inclut la rétroactivité, cela inclut les dividendes, les gains en capital, le type de hausses à l'impôt. L'important, c'est que l'esprit de la proposition que nous avons faite soit respecté», a-t-il expliqué.

La Presse a indiqué hier que le gouvernement va renoncer à la rétroactivité de deux des trois mesures fiscales, celles qui concernent les gains en capital et les dividendes, qui ne touchent pas que les contribuables aisés.

Une chose est sûre: le gouvernement Marois veut remettre la facture de l'abolition de la taxe santé aux nantis. «C'est la seule façon par laquelle on peut respecter le principe que nous avons mis de l'avant. Ce qui n'est pas négociable, c'est abolir la taxe santé et remplacer la perte de revenus que cela occasionne par des taxes et des impôts plus

élevés pour les nantis. C'est notre orientation et on va s'assurer que la solution à laquelle on arrivera à la fin des négociations avec l'opposition respecte ça», a soutenu M. Marceau.

Il entend faire des «propositions claires» à l'opposition

«C'est notre orientation et on va s'assurer que la solution à laquelle on arrivera à la fin des négociations avec l'opposition respecte ça.»

— Nicolas Marceau

dans les prochaines semaines, avant le début des travaux de l'Assemblée nationale le 30 octobre. Il s'attend également à ce que les partis de l'opposition lui en fassent. «Nous sommes ouverts. Nous sommes

conscients que nous sommes un gouvernement minoritaire», a-t-il dit. Pour tenter de convaincre l'opposition, il a fait valoir que son intention d'abolir la taxe santé n'augmente pas le «fardeau fiscal total des particuliers». «Tout ce qu'il y a, c'est un transfert», a-t-il plaidé.

Les libéraux contre une hausse d'impôt

Les libéraux ne veulent pas abolir la taxe santé, une création de leur ancien gouvernement. Ils seraient par contre ouverts à rendre à la taxe santé «plus progressive». Elle le serait déjà, pense leur chef intérimaire, Jean-Marc Fournier. Environ 1,1 million de Québécois à faible revenu en sont épargnés. Et 1,6 million de Québécois ne la paient qu'en partie. Pour les 5 millions de Québécois qui la paient, la taxe reste toutefois la même, peu importe le revenu: 200\$.

Comment financer un changement de la taxe pour la rendre

plus progressive? M. Fournier s'oppose à une hausse des impôts. «Le premier réflexe d'un gouvernement, ce doit être de créer de la richesse. Pas de la taxer», dit-il. Il demande au gouvernement de réduire ses dépenses au lieu de piger dans les poches des contribuables. Il refuserait toute augmentation du fardeau fiscal pour le gain en capital ou les dividendes. Même une augmentation moins grande que celle annoncée initialement par le Parti québécois.

M. Fournier ne voudrait pas faire tomber le gouvernement maintenant sur cette question. Les péquistes viennent tout juste d'être portés au pouvoir, rappelle-t-il. La population s'attend à ce que les partis travaillent ensemble. «Nous avons tous une obligation à trouver des terrains d'entente. Je ne vais pas baisser les bras dès le départ.» Il demande à M. Marceau de présenter sa solution de compromis d'ici la fin de la semaine prochaine.

LA NOUVELLE **ILX** 2013



Allez-y, regardez-la.

ACURA

Modèle ILX Tech représenté avec trousse Aero.

Direction du PLQ Moreau se lancera aujourd'hui

Tout indique que Pierre Moreau sera aujourd'hui le premier à se lancer officiellement dans la course à la direction du Parti libéral du Québec (PLQ).

Il a confirmé hier avoir pris une décision. «Ma réflexion est terminée, a-t-il annoncé. Je vous ferai part de ma décision incessamment.» Il souhaitait attendre la fin du caucus des députés libéraux, qui se termine aujourd'hui.

M. Moreau est «très heureux de l'enthousiasme et des appuis

qui ont été manifestés» à son égard. Ces appuis venaient autant de l'intérieur que de l'extérieur du caucus, a-t-il ajouté.

Il ne sera pas longtemps seul candidat en lice. L'ex-ministre des Finances Raymond Bachand doit aussi sauter dans l'arène demain. L'annonce devrait être faite le matin à Montréal dans sa circonscription d'Outremont.

Le dernier prétendant devrait se joindre à eux la semaine prochaine. Selon nos informations, c'est mercredi

prochain, probablement à Montréal, que Philippe Couillard lancera sa campagne.

À l'entrée du caucus libéral, hier, M. Bachand marchait aux côtés de Danielle St-Amand. La députée de Trois-Rivières lui a déjà donné son appui. «On a besoin de changement, mais aussi d'expérience», a-t-elle dit. Christine St-Pierre et Marguerite Blais appuieront aussi M. Bachand.

M. Couillard compte déjà sur des appuis au caucus, dont son successeur au

ministère de la Santé, Yves Bolduc, et Sam Hamad.

Quant à M. Moreau, il miserait sur les appuis des députés Norbert Morin, Julie Boulet et Filomena Rotiroti. Maryse Gaudreault pourrait aussi se rallier à lui.

Les trois candidats ne pourront pas lancer leur campagne en grande pompe. Ils ne pourront dépenser d'argent avant le conseil général de leur parti, prévu le 20 octobre.

— Paul Journet et Denis Lessard



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Hérouxville Commandité par l'ADQ, selon Boisclair

Le code de vie de Hérouxville serait un coup monté par l'Action démocratique du Québec (ADQ). C'est ce qu'a affirmé hier l'ex-chef du Parti québécois André Boisclair à l'émission *Les francs-tireurs* de Télé-Québec. «J'engage ma parole. Les gens près de Mario Dumont m'ont dit que l'histoire de Hérouxville a été payée et commanditée par l'ADQ. Je pèse chacun des mots que je dis ici aujourd'hui», a affirmé M. Boisclair.

Hier en après-midi, il a essayé d'appuyer ses propos. «Les normes de vie d'Hérouxville sont adoptées le 25

janvier 2007. Sans surprise, les élections QC sont déclenchées le 21-02-2007. Hasard?», a-t-il écrit sur Twitter.

D'ex-employés de l'ADQ ont fermement démenti cette accusation. «C'est farfelu, même fabulatoire», a déclaré à *La Presse* Jean-Nicolas Gagné, ex-attaché de presse de l'ADQ, maintenant coanimateur et directeur des programmes à Radio X Montréal. Il jure que l'ADQ n'a jamais financé ou même conseillé l'équipe du conseiller municipal André Drouin, qui a rédigé le controversé code de vie. «Au contraire, on s'en était dissociés», dit M. Gagné.

M. Boisclair n'a pas paru ébranlé par ces déclarations. «Faut-il s'attendre à autre chose?», a-t-il écrit sur Twitter.

— Paul Journet

AMT Girard doit renoncer, dit Moreau

Nicolas Girard devrait renoncer à sa nomination à la tête de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), selon Pierre Moreau, ancien ministre des Transports.

«J'imagine que M. Girard aura la décence, dans la foulée même des opinions qu'il a émises largement en Chambre, de refuser», a-t-il affirmé hier, peu avant l'annonce officielle.

Comme l'a révélé hier *La Presse*, l'ancien député péquiste a été nommé à la tête de l'AMT. M. Girard était le porte-parole des transports du Parti québécois dans la

dernière législature. Le pugnage député de Gouin a été défait par Françoise David aux dernières élections. «C'était le principal dénonciateur de nominations partisans. Or, je vous rappelle qu'à l'AMT, nous avons nommé une personne dont la compétence en matière de transport ferroviaire est non seulement reconnue au Québec et au Canada, mais à travers l'Amérique. Il s'agit de M. Paul Côté, qui est une sommité en matière de transport ferroviaire de personnes, ce qui est le mandat de l'AMT», a indiqué M. Moreau. Il juge «malheureux» que le «premier geste» du nouveau ministre des Transports, Sylvain Gaudreault, ait été de «se priver de cette grande expertise».

— Paul Journet, avec Denis Lessard

POLITIQUE

Le Dr Hébert s'attaque aux chevauchements

Le ministre de la Santé pourrait réduire le nombre d'agences régionales de la santé

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le ministre de la Santé Réjean Hébert envisage de réduire le nombre d'agences régionales de la santé. Il veut également éliminer les «chevauchements» de structures. Mais il réduit les attentes quant à l'ampleur des économies potentielles.

Son prédécesseur Yves Bolduc avait mis en place un comité pour revoir les mandats et les responsabilités du Ministère, des 18 agences et des 95 centres de la santé et des services sociaux (CSSS). Le nouveau ministre a demandé à ce comité d'accélérer ses travaux. «J'ai insisté sur la priorité qu'on doit donner à ces travaux pour qu'on puisse réellement rendre le système un peu plus efficient. Cette équipe doit rendre son rapport au cours des prochaines semaines», a indiqué M. Hébert avant la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres, hier.

Yves Bolduc avait renoncé à éliminer les agences ou à en réduire le nombre. Réjean Hébert étudie quant à lui cette dernière option. «Je pense qu'il faut réfléchir au nombre d'agences. On en a beaucoup plus que le nombre de régions administratives», a-t-il souligné.



PHOTO PATRICE LAROCHE, LE SOLEIL

Le ministre de la Santé Réjean Hébert écarte l'idée d'abolir les agences régionales de la santé, mais contrairement à son prédécesseur, Yves Bolduc, il songe à en réduire le nombre.

L'abolition pure et simple des agences – comme le propose la Coalition avenir Québec – n'est «pas sur la table». «Ces agences sont indispensables pour faire l'arrimage entre les besoins

de la population régionale et les ressources», a-t-il soutenu.

Pauline Marois avait dit le contraire en janvier 2010 et militait pour l'élimination des agences, qui coûtent environ

100 millions. Le système de santé est «gérable sans qu'il y ait une structure intermédiaire» entre le Ministère et les CSSS. «Il pourrait y avoir des services gouvernementaux très allégés qui fassent

la relation, mais ce n'est pas nécessaire de conserver les agences. [...] On pourrait dégraisser de ce côté-là», avait-elle dit.

Or, les militants péquistes avaient rejeté sa proposition visant à abolir les agences quelques mois plus tard, et elle a abandonné ce projet depuis.

Réjean Hébert veut également éliminer les «chevauchements» entre le Ministère, les agences régionales et les CSSS afin de rendre le réseau «plus efficace». Son comité a un mandat en ce sens. «Ça pourrait vouloir dire des économies. Il faut bien réaliser que les structures régionales nous coûtent 100 millions sur un budget de 30 milliards. Ce n'est pas là qu'on va trouver le Pérou», a-t-il indiqué.

Réjean Hébert a assuré que le réseau de la santé ne serait pas victime de compressions. «On a fait notre part au niveau de l'optimisation du réseau, a-t-il dit. On est pris avec des contraintes, comme les ententes négociées avec les médecins, l'augmentation du coût des médicaments. Il y a des choses qui sont incompressibles. Il faudra trouver l'argent nécessaire pour qu'on puisse assurer un système de santé de qualité.»

Nikon

La passion vécue pleinement

NOUVEAU!

BOÎTIER Nikon D600

2 099⁹⁹\$

- 24,3 mégapixels, capteur plein format (FX)
- Système AF 39 points, jusqu'à 25 600 ISO
- Mode HDR intégré, vidéo HD 1080p

NI 33755

Nikon **Wi-Fi** **NOUVEAU!**

379⁹⁹\$

COOLPIX S800C

- 16 mégapixels, technologie Android
- Zoom optique 10x grand-angle
- Wi-Fi et GPS intégrés, écran tactile
- Disponible en noir et en blanc

NI 32301

Nikon **ÉCONOMISEZ 90\$**

439⁹⁹\$ Rég. 529⁹⁹\$

1J1 AVEC 10-30MM

- 10,1 mégapixels, vidéo HD 1080p
- Une simplicité intuitive, 10ips, écran 3po
- Capteur CMOS AF haute vitesse
- Disponible en noir, argent, rouge et blanc

NI 34201

Nikon **ÉCONOMISEZ 180\$**

599⁹⁹\$ Rég. 779⁹⁹\$

NIKON 1 V1 AVEC 10-30MM

- 10,1 mégapixels, vidéo HD 1080p
- Une simplicité intuitive, 10ips, écran 3po
- CMOS haute vitesse, viseur électronique

NI 34001

Super spécial!
Impression 16 x 20po avec cadre sélectionné pour seulement 29⁹⁹\$*

ÉCONOMISEZ 119⁹⁹\$

Nikon **ÉCONOMISEZ 150\$**

1249⁹⁹\$ Rég. 1399⁹⁹\$

D7000 AVEC 18-105MM

- 16,2 mégapixels, jusqu'à 25 600 ISO
- Vidéo HD intégrale 1080p avec AF continu
- Système autofocus 39 points, écran 3po

NI D700018105

Avez-vous le profil?

Service à la clientèle

- Écoute
- Conseils
- Solutions

...Lozeau recrute!

Lozeau.com

VENTE ET LOCATION | LABORATOIRE PHOTO | ATELIERS DE PHOTO ET VIDEO | RÉPARATION ET ENTRETIEN

6229, SAINT-HUBERT, MONTRÉAL | T 514 274 6577 | DÉPT. COMMERCIAL 514 274 4428

OUVERT DÈS 8H EN SEMAINE ET DÈS 9H LES FINS DE SEMAINE | SERVICE DE RÉCLAMATION D'ASSURANCE

Lozeau L'EXPÉRIENCE PHOTO VIDÉO

LA SUPERGRILLE DU MOIS

LA PRESSE

1. **BESCHERELLE**

L'ART DE CONJUGUER

DICTIONNAIRE DE 12 000 VERBES NOUVELLE ÉDITION

verbes

Hurtubise

EN SEPTEMBRE

Cinquante personnes gagneront le livre «Bescherelle L'Art de conjuguer» et un sac réutilisable

Hurtubise

À NE PAS MANQUER SAMEDI

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2012-09-26

649 02 05 09 37 13 22 38 compl. Québec 12 26 29 13 37 44 47 compl.

649 Lots bonis* 02 09 10 13 21 29 3 5 5 8 9

* Une rente de 100 000 \$ par année à vie

Sprinto 07 09 23 41 44

Quatre-vingt-dix 1 25 000 \$ 2 50 000 \$ 3 100 000 \$

318613 709418 418560 décomposables

Numéros «Télé» 000479 133725 976554 non décomposables

Numéro «Votre participant» Aucun La Poule Plus Numéro boni 07

Quotidienne 3 325 4 8574 **BANCO** 03 11 15 23 25 28 30 34 38 41 42 47 53 54 58 62 65 66 67 70 **Triplex** 02 08 15 29 35

Astro Jour - Mois - Année - Signe 21 JANVIER 78 VERSEAU **Extra** 4192099

Lotto MAX

CE VENDREDI, 40 MILLIONS \$ (approx.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LA NOUVELLE **ILX** 2013



Même d'en
arrière.

Voici l'Acura ILX. Le luxe commence ici. Vivez l'expérience de la ILX sur acura.ca/ILX
La fusion entre l'Homme et la machine.



POLITIQUE

Vitesse et précipitation



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Dans les jours suivant la formation du gouvernement Marois, la détermination de la nouvelle première ministre à concrétiser ses engagements électoraux a fortement impressionné, mais au cours des derniers jours, celle-ci a plutôt démontré qu'il est toujours dangereux de confondre vitesse et précipitation.

À peine assermentée, Pauline Marois a promis de gouverner au «rythme des Québécois». Apparemment, elle semble croire que ceux-ci sont hyperactifs et un brin brouillons!

Pendant la campagne électorale, elle avait pourtant promis de faire des gestes significatifs dans les 100 premiers jours de son mandat. On dirait plutôt que M^{me} Marois veut tout régler en... 10 jours, comme si le fait d'avoir été élue à la tête d'un gouvernement minoritaire avait comprimé le temps.

Le dossier de l'élimination de la taxe santé, et de la récupération fiscale du manque à gagner sous-jacent, en est une illustration troublante.

Les fidèles de Machiavel penseront sans doute que tout cela est savamment calculé par le nouveau gouvernement pour piéger l'opposition, mais en réalité, cet épisode sent l'improvisation et le cafouillage à plein nez.

Jusqu'à la fin de la campagne, les stratèges péquistes croyaient voguer vers un

gouvernement majoritaire, ce qui aurait permis à M^{me} Marois et à son ministre des Finances, Nicolas Marceau, d'imposer leurs décisions, y compris les mesures rétroactives dont le Parti québécois (PQ) s'est bien gardé de parler en campagne électorale.

Or l'électorat en a décidé autrement. Voilà donc ce nouveau gouvernement minoritaire obligé de manœuvrer, affirmant même, contre toute

coincer les partis de l'opposition en affirmant que ceux-ci défendent les «riches». Cette tactique n'efface toutefois pas les faits: le PQ a manqué de transparence en campagne électorale et il agit maintenant en cowboy, divisant la population en deux: la classe moyenne contre les riches. Les stratèges du gouvernement peuvent penser que c'est une bonne stratégie politique, mais dans les faits, c'est surtout une mauvaise politique fiscale.

Je ne crois pas que ce genre de mesure provoquera un exode massif de hauts salariés ou, comme l'a suggéré Raymond Bachand, le départ de contribuables québécois de l'Outaouais vers l'Ontario voisin. (Les prix sur le

semble, selon ses besoins de nouveaux revenus. Cela ne fait qu'accentuer le «décrochage fiscal» des contribuables. «Le gouvernement peut me f..., eh bien, moi aussi, je peux f... le gouvernement...» Alors qu'on tente de convaincre tout le monde de payer ses impôts et de contribuer, c'est totalement contre-productif.

La récupération des revenus de la taxe santé n'est pas le seul dérapage de ce départ canon du gouvernement Marois. Pour un parti qui se targue d'être le champion des régions, c'est mal parti.

Il y a eu, évidemment, l'annonce de la fermeture de la centrale nucléaire Gentilly, qui a surpris et frustré les gens du coin.

«Je n'ai rien contre Nicole Léger, a dit M. Provost, mais gérer le ministère de la Famille, plus les Laurentides et Laval... ça va en faire, des dossiers! Nous sommes plus de 500 000 habitants dans les Laurentides... ne pas avoir de député qui nous représente au Conseil des ministres, ça n'a pas de maudit bon sens!»

Le maire de Saint-Faustin-Lac-Carré, Pierre Poirier, lui aussi cité dans *L'Information du Nord*, ajoute ceci: «Depuis le temps que notre région est péquiste, c'est un coup bas que M^{me} Marois vient de nous faire!»

Curieuse stratégie, pour un gouvernement minoritaire, que de se mettre ainsi à dos des régions sympathiques.

Dans un autre dossier, linguistique cette fois, la nomination de Diane De Courcy soulève aussi des questions.

M^{me} De Courcy a la responsabilité, notamment, d'écrire une nouvelle mouture de la loi 101, qui s'étendra aux cégeps et aux PME comptant de 11 à 50 employés. Or l'expérimentée de la Commission scolaire de Montréal a signé en 2008, avec le gouvernement Charest et une kyrielle d'acteurs syndicaux, communautaires et du milieu des affaires, un plan d'action (Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013) qui favorisait une approche volontaire et la sensibilisation auprès des entreprises.

Apparemment, Diane De Courcy ne croit plus à l'approche volontaire en matière linguistique qu'elle appuyait encore récemment.

On dirait que M^{me} Marois veut tout régler en... 10 jours, comme si le fait d'avoir été élue à la tête d'un gouvernement minoritaire avait comprimé le temps.

vraisemblance, que ses intentions ont été clairement exprimées durant la campagne. (Permettez une parenthèse: je trouve désagréable, presque douloureux même, de voir un homme intègre et intelligent comme Nicolas Marceau piétiner la réalité pour affirmer, la main sur le cœur, dans toutes les entrevues que son parti a été totalement transparent sur son intention de taxer rétroactivement une partie de la population. À go, on se fait tous pousser une poignée dans le dos!)

Bien sûr, gouvernement minoritaire oblige, les péquistes essaient maintenant de

marché immobilier à Ottawa sont beaucoup plus élevés que de l'autre côté de la rivière des Outaouais et les services publics bien moins généreux. Au cours des dernières années, j'ai plutôt vu de jeunes familles de la région d'Ottawa déménager en Outaouais pour acheter une maison et profiter des garderies à 7\$ par jour.)

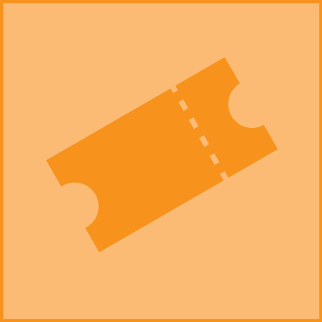
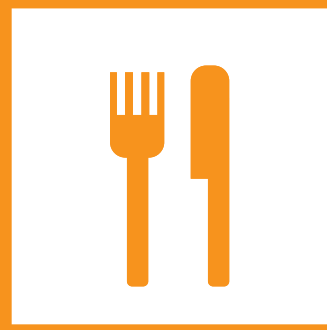
Le message d'une mesure comme celle-ci est toutefois néfaste, et pas seulement pour les «riches», parce qu'il donne l'impression que le gouvernement peut changer les règles du jeu sans prévenir, quand bon lui

En plus, la Mauricie était déjà insultée de ne pas avoir de ministre et de se faire imposer un député de la Montérégie comme tuteur (Bernard Drainville, remplacé depuis par Yves-François Blanchet, du Centre-du-Québec).

Les gens des Laurentides aussi sont «frus» de ne pas avoir de député au sein du cabinet.

L'hebdomadaire *L'Information du Nord* (Mont-Tremblant) a relayé dans les derniers jours la colère des élus locaux, dont le préfet de la MRC des Laurentides, Ronald Provost.

Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca



POUR PROFITER
D'UN BON SOUPER
GASTRONOMIQUE
TÊTE-À-TÊTE



JOIGNEZ-VOUS À NOUS



OGILVY
ESTÉE LAUDER



Votre prime de luxe

Avec tout achat de 70 \$ ou plus de produits Estée Lauder, vous recevrez cette prime de sept articles, gratuitement. Une valeur de plus de 180 \$.

Offre en vigueur jusqu'au 21 octobre 2012. Offre valable jusqu'à épuisement des stocks. Quantités limitées. Une prime par personne.

Notre produit vedette



NOUVEAUTÉ
PERFECTIONIST [CP+R]
Suralimentez votre peau dès aujourd'hui. En 4 semaines seulement, 96 % des femmes ont constaté une importante réduction de l'apparence des rides et des ridules.
30 mL 78 \$

OGILVY
depuis 1866

1307, rue Sainte-Catherine Ouest,
Montréal (Québec)
(514) 842-7711, poste 211
www.ogilvycanada.com

4 jours
seulement !

**ACHETEZ
N'IMPORTE
QUEL ARTICLE
ET OBTENEZ UN
2^e ARTICLE[†]
DE VALEUR ÉGALE
OU MOINDRE À
MOITIÉ
PRIX**

(INCLUANT LES PRIX DÉJÀ RÉDUITS)

EXEMPLE 1



849,95

ACHETEZ
UNE BATTERIE DE CUISINE 10 PIÈCES
3 PLIS EN INOX PAR ALL-CLAD
ET OBTENEZ
UN MATELAS LAKESHORE DE SIMMONS
À MOITIÉ PRIX



PROMO
849,00/Grand

MOITIÉ PRIX
424,50
Grand

EXEMPLE 2



699,95

ACHETEZ
UNE MACHINE À CAPPUCCINO
SEMI-AUTOMATIQUE PAR DELONGHI
ET OBTENEZ
UNE COUETTE PRIMA ULTRA
À MOITIÉ PRIX



RÉGULIER
349,95/Grand

MOITIÉ PRIX
174,98
Grand



RÉGULIER
179,95/Grand couvre-duvet

PROMO
119,95/Grand

Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

59,98

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

FORMATS OFFERTS:
JUMENTAU, DOUBLE, GRAND ET TRÈS GRAND

**LITERIE METALLIC
ECLIPSE**

- 100% coton
- 200 fils au pouce



RÉGULIER
79,95 à 89,95

Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

39,97 à 44,97

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

**AMBRY
MAISON**

**ENSEMBLE DE VAISSELLE
VITTA, SIMPLUS, ET CIRCO
PAR AMBRY MAISON**

- Porcelaine fine
- 20 pièces



RÉGULIER
119,95 à 159,95

PROMO
47,00 à 77,00

Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

23,50 à 38,50

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

FORMATS OFFERTS:
DOUBLE, GRAND ET TRÈS GRAND

**ENSEMBLE DE DRAPS
DOBBY STRIPE**

- 100% coton égyptien
- 400 fils au pouce



RÉGULIER **PROMO**

69,95 **48,95**


Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

24,48

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

**MARMITE À VAPEUR 3 ÉTAGES
EN INOX PAR DELONGHI**

- Cuit, bout et cuit à la vapeur avec ces 3 casseroles distinctes emboîtées sur un seul rond de poêle
- Va au lave-vaisselle
- Va au four jusqu'à 550°F
- Va sur la cuisinière électrique, au gaz et à induction



RÉGULIER
89,95 à 149,95

PROMO
69,95/Tous les formats

Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

34,98
Tous les formats

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

FORMATS OFFERTS:
JUMENTAU, DOUBLE, GRAND ET TRÈS GRAND

**COUETTE ALTERNATIVE
AU DUVET**

- Enveloppe en satin
- 60% coton, 40% polyester
- 200 fils au pouce
- Traitement antibactérien
- Bourre: 100% polyester



NOUVEAU

RÉGULIER **PROMO**

39,95 **35,95**

Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

17,97

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

**GRILLE-PAIN 2 TRANCHES
PAR CLOER**

- Capteur électronique assurant un grillage uniforme
- Tiroir à miettes rétractable pour un nettoyage facile
- 825 watts



RÉGULIER
39,95/Grand

Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

19,98/Grand

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

FORMATS OFFERTS:
STANDARD, GRAND ET TRÈS GRAND

**OREILLER
DOUBLE CONFORT**

- 233 fils au pouce
- 100% coton
- Traitement antimicrobien Messentex
- Hypoallergénique



RÉGULIER

à partir de
19,95/ensemble de 4

Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

à partir de
9,97/ens. de 4

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

**COLLECTION DE VERRES
NADIA PAR BORMIOLI**

- Plusieurs formats offerts
- Fabriqué en Italie



RÉGULIER
3,95 à 21,95

Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

1,98 à 10,98

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

**SERVIETTE
SOFT TOUCH**

- 100% coton filage à anneaux



RÉGULIER **PROMO**

24,95 **19,95**

Obtenez le 2^e article à
MOITIÉ PRIX

9,95

ou n'importe quel produit
de valeur égale ou moindre

**RIDEAUX À CIELLETS
ULTRA SUEDE**

- 55 po x 90 po
- Marine, gris, bourgogne, chocolat, grège et noir

OFFERT EN 6 COULEURS

LINEN CHEST

22 MAGASINS POUR MIEUX VOUS SERVIR! VISITEZ WWW.LINENCHEST.COM

MONTREAL (CENTRE ROCKLAND) 514.341.7810 • **MONTREAL** (PROMENADES CATHÉDRALE) 514.282.9525 • **ANJOU** (LES GALERIES D'ANJOU) 514.354.6314
KIRKLAND (CENTRE RIOCAN) 514.694.6276 • **LASALLE** (CARREFOUR ANGRIGNON) 514.365.4490 • **LAVAL** (LES GALERIES LAVAL) 450.681.9090 • **BOISBRIAND** (LE FAUBOURG BOISBRIAND) 450.420.3593
BROSSARD (PLACE PORTOBELLO) 450.671.2202 • **BOUCHERVILLE** (CARREFOUR DE LA RIVE-SUD) 450.641.4942 • **REPENTIGNY** (LES GALERIES RIVE-NORD) 450.585.7907

*L'offre se termine le 30 septembre 2012 ou jusqu'à l'épuisement des stocks. Les offres peuvent être modifiées sans préavis. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Tout retour du 1^{er} article sera réduit de l'escompte accordé au 2^e article jumelé lors de cette promotion. Certaines conditions s'appliquent. Voir détails en magasin. Ne peut être combinée à aucune autre promotion. Ne s'applique pas sur les achats antérieurs, les registres de mariage-cadeau, les plans de financement et le service de décoration à domicile. Le 2^e article doit être de prix égal ou moindre. Le 2^e article ne doit pas être une carte-cadeau, un appareil électrique, un produit All-Clad, Lampe Berger, Shun, SodaStream ou Schott Zwiesel.

POLITIQUE

Candidature de Justin Trudeau à la direction du PLC

La garde rapprochée est en place

JOËL-DENIS BELLAVANCE
ET HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Justin Trudeau n'annoncera sa candidature que mardi prochain, mais sa campagne est déjà sur les rails, a appris *La Presse*. Plusieurs de ses proches collaborateurs sont déjà choisis et sont à pied d'œuvre partout au pays pour assurer la victoire de leur candidat le 14 avril prochain.

Le principal intéressé a refusé hier de confirmer qu'il se lancera dans la course à la direction du Parti libéral du Canada (PLC) dès le 2 octobre. «Je n'ai rien à annoncer aujourd'hui. Heureux de voir que tout le monde est de bonne humeur», s'est borné à dire le jeune député de Papineau à une meute de journalistes qui l'attendait avant le début de la réunion du caucus libéral.

Mais selon nos informations, une équipe d'organisateur et de conseillers est assemblée depuis quelques semaines. Des stratégies libérales qui ont travaillé pour Paul Martin, Stéphane Dion, Michael Ignatieff et même pour le premier ministre de l'Ontario Dalton McGuinty entendent déployer tous les efforts pour assurer l'élection de Justin Trudeau à la tête du PLC.



Justin Trudeau a refusé de confirmer sa candidature à la direction du PLC, hier. L'annonce est prévue mardi.

PHOTO ADRIAN WYLD, LA PRESSE CANADIENNE

«La candidature de Justin Trudeau a déjà permis de ramener une certaine unité au sein des troupes libérales», a fait valoir hier une source libérale, en faisant allusion aux batailles fratricides dans le parti depuis plusieurs décennies.

Gerald Butts, ancien secrétaire principal de Dalton McGuinty et maintenant président et chef de la direction de World Wildlife Fund Canada, agit déjà comme «éminence grise» dans l'entourage de M. Trudeau. Les deux hommes se connaissent depuis plusieurs

années et ont fait des études universitaires ensemble.

Katie Telford, qui a travaillé au bureau de Stéphane Dion lorsque ce dernier était à la tête du PLC, est responsable de la gestion des opérations. Robert Asselin, qui a été un proche collaborateur

de Stéphane Dion, de Paul Martin et de Michael Ignatieff, agira comme conseiller. Une autre Québécoise, Danielle Dansereau, mettra également la main à la pâte.

Sacha Trudeau continuera à prodiguer ses conseils à son frère tout au long de la course à la direction, comme il le fait depuis l'entrée en politique du député de Papineau.

Dans l'Ouest canadien, Bruce Young, ancien organisateur de Paul Martin et des libéraux provinciaux de la Colombie-Britannique, se chargera de l'organisation de la campagne.

M. Trudeau compte se rendre à Mississauga, en banlieue de Toronto, jeudi prochain, soit deux jours après avoir confirmé sa candidature à Montréal. Il peut déjà compter sur l'appui d'anciens députés libéraux de la région, dont Omar Alghabra et Navdeep Bains. Ces derniers jouissent d'un réseau important dans la grande région de Toronto.

L'annonce de la candidature possible de Justin Trudeau a suscité de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux. Certains sont heureux qu'il brigue la direction du PLC, d'autres soutiennent qu'il pourrait être le dernier chef d'un parti qui a dominé l'échiquier politique canadien lors du siècle dernier.

PLQ L'opposition officielle dévoile son cabinet fantôme

QUÉBEC — Il y a quelques poids lourds indélogeables, mais aussi des surprises dans le cabinet fantôme de l'opposition officielle libérale, dévoilé hier. Gerry Sklavounos donnera la réplique à Pierre Duchesne dans le domaine de l'éducation supérieure. Yolande James est mutée à l'environnement et Pierre Paradis reprend du galon: il hérite du dossier de l'énergie. Parmi ceux

qui conservent les mêmes dossiers: Raymond Bachand (finances), Yves Bolduc (santé), Marguerite Blais (aînés) et Geoffrey Kelley (autochtones et relations avec la communauté anglophone). Julie Boulet retrouve les transports. Sam Hamad parlera du Trésor et de la capitale nationale. Autres critiques: Pierre Arcand (commerce extérieur, métropole), Jean D'Amour (Plan Nord et

mines), Laurent Lessard (développement économique), Pierre Moreau (affaires intergouvernementales), Guy Ouellette (travail), Danielle St-Amand (famille), Robert Dutil (institutions démocratiques), Nicole Ménard (culture) et Marc Tanguay (Charte de la langue française).
— Paul Journet



canapé mehdy,
tissu gris foncé.
angle droit ou gauche.

1795 \$

MUST
MAISON CORBEIL

montréal
nouveau
1215, boul. crémazie ouest
514 382 1443

laval
2323, aut. des laurentides
sortie boul. le carrefour
450 682 3022

dix30
bientôt

MAISONCORBEIL.COM

SANTÉ

Cauchemar dans le système de santé

Faute d'avoir une place d'hébergement dans le public, la famille d'une dame âgée se tourne vers le privé

Chaque jour dans les hôpitaux du Québec, au moins 1000 patients sont cloués inutilement dans des lits de soins de courte durée faute de ressources en hébergement ou à domicile. Les libéraux avaient promis plus de 2 milliards pour y remédier, et déjà mis en place certaines mesures, comme le Programme 68. Mais ce programme, censé être une planche de salut pour les personnes âgées, s'est transformé en véritable enfer pour un homme et sa mère atteinte de la maladie d'Alzheimer. Faute de ressources dans le secteur public, ils se tournent à contrecœur vers le privé.

EXCLUSIF

SARA CHAMPAGNE

La mémoire de Denise Grenon, 82 ans, a beau s'effriter au même rythme qu'un sablier qu'on retourne, elle sait qu'elle est à l'hôpital depuis trop longtemps. Depuis près de neuf mois, pour être plus précis. Depuis ce fameux jour, explique son fils Yves Duchêne, où sa mère s'est déchiré la jambe en faisant une mauvaise chute. Et que les médecins lui ont fait 14 points de suture avant de la transférer à l'étage de l'hôpital Santa Cabrini.

« Tout est à recommencer, lâche M. Duchêne au chevet de sa mère. On venait d'acheter son lit. On devait aller signer le bail le matin suivant sa chute. On dirait que quelque chose s'est brisé à l'intérieur de moi. Je n'en peux plus. Nous sommes de retour à la case départ. »

Incapable de rester seule

Depuis sa chute en janvier dernier, M^{me} Grenon est passée par son lit d'hôpital, puis par un centre de réadaptation, pour revenir à au moins deux reprises à la case départ: les urgences de l'hôpital Santa Cabrini.

Chaque fois, son fils a tenté par tous les moyens

si ce n'était pas dangereux pour elle de vivre seule. Une travailleuse sociale m'a répondu que je n'avais qu'à débrancher la cuisinière pour éviter une brûlure, un accident. »

Les retours forcés à la maison de M^{me} Grenon étaient de courte durée: quelques jours seulement après la première hospitalisation, elle a contracté une infection. Puis, de retour après sa deuxième hospitalisation, elle s'est réveillée, dès le lendemain, avec un abcès dans la bouche. Retour aux urgences, puis dans un lit à l'étage. Durant cette même période, la famille avait pourtant obtenu un papier de son médecin, le D^r Gaétan Giguère, que *La Presse* a pu consulter, confirmant que la dame est atteinte d'Alzheimer « léger à moyen », et qu'elle est « totalement inapte à assurer la protection de sa personne et à exercer ses droits civils ».

Malgré un mandat d'inaptitude en main et un diagnostic clair, son fils s'est fait expliquer que l'hôpital devait se soumettre au Programme habitation pour évaluation (PHPE) — anciennement Programme 68 — consistant à placer les malades en transit afin d'évaluer leurs besoins. « Le bouchon a sauté, explique M. Duchêne. Ma mère ne veut plus déménager, déjà

que c'est difficile pour elle de ne pas pouvoir retourner à la maison. Elle veut un endroit stable, un vrai foyer. »

Un nouveau transfert

Le téléphone sonne. C'est un membre de la famille qui prend des nouvelles. M^{me} Grenon raconte que ça va mal. « J'étais assise dans mon lit en train de jaser avec ma sœur Marguerite quand je suis tombée, dit-elle. C'est certain que je me suis fait mal. »

Le médecin qui fait son tour de garde, le D^r Gaétan Grégoire, explique plutôt que la dame était seule, que la barrière de sécurité de son lit était abaissée, et qu'elle « ravaudait dans le couloir » quand elle est tombée entre 1 h 30 et 3 h du matin, selon le rapport d'incident. Elle se fera opérer, mais on ne sait pas encore si elle est apte à recevoir une prothèse, a-t-il expliqué à son fils en présence de *La Presse*. Ce qui est clair, c'est qu'elle sera transférée dans un centre de réadaptation, une fois encore.

M. Duchêne a porté plainte au commissaire local aux plaintes de l'hôpital. Il espère que son cauchemar va réveiller les élus. À la direction de l'hôpital, Rocco Famiglietti a rappelé que Santa Cabrini a été l'un des derniers hôpitaux à adhérer au PHPE, en juillet. « On a 100 lits de soins de longue durée avec 3 lits d'hébergement temporaire, mais il y a une liste d'attente. Et cette liste est gérée par un fichier central de l'agence de santé de Montréal. Le Programme 68 vise, au départ, à éliminer les lits de longue durée dans les hôpitaux », a-t-il rappelé.



PHOTO FOURNIE PAR LA FAMILLE
Denise Grenon, âgée de 82 ans, est hospitalisée depuis près de neuf mois. Incapable de lui trouver un centre d'hébergement dans le public, sa famille a dû se tourner vers le privé.

PROGRAMME 68 OU PHPE

Le Programme 68, renommé Programme habitation pour évaluation (PHPE), a d'abord été annoncé dans le Plan d'action 2005-2010 sur les services aux aînés en perte d'autonomie, avec l'objectif de désengorger les urgences et de libérer les lits occupés par des personnes en attente d'hébergement. Le PHPE a pour mission d'évaluer les besoins des patients qui doivent quitter les hôpitaux. Le patient doit passer par un lit d'évaluation, puis par un lit de transition, le temps qu'une place en hébergement se libère. Le hic: les délais prévus sont souvent prolongés de quelques semaines à plusieurs mois. Si la personne doit retourner à l'hôpital durant ce cheminement, elle doit recommencer les démarches.

— Sara Champagne

« On dirait que quelque chose s'est brisé à l'intérieur de moi. Je n'en peux plus. Nous sommes de retour à la case départ. » — Yves Duchêne, fils de Denise Grenon

Sans la possibilité d'un hébergement permanent dans le secteur public, la famille pensait être au bout de ses peines en se résignant à placer la dame dans le privé. Une place à 1800\$ par mois. Mais c'était avant lundi, avant qu'elle tombe de son lit d'hôpital au beau milieu de la nuit et qu'elle se fracture la hanche.

de s'opposer à son retour à la maison, mais en vain. Sa mère a droit à des soins à domicile, point final.

« Je leur ai bien expliqué que ma mère n'était pas capable de rester deux minutes sur sa marchette, et qu'elle ne faisait pas la différence entre le jour et le soir, raconte M. Duchêne. J'ai demandé au personnel

DROGUE « SELS DE BAINS »

Ottawa interdit un ingrédient-clé

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement fédéral rend illégal un ingrédient-clé de la drogue de rue communément appelée « sels de bains », qui serait à l'origine d'une violente attaque en Floride où un homme intoxiqué a dévoré une partie du visage de sa victime.

Il sera dorénavant interdit de posséder, d'importer et de trafiquer cet ingrédient actif qui est le MDPV et qui entre dans la composition de la drogue.

« Cela fera en sorte qu'il sera plus difficile pour les gens de faire le trafic, de produire ou de vendre ce qui est appelé "sels de bains", a fait valoir mercredi la ministre de la Santé, Leona Aglukkaq.

Le fait que l'ingrédient soit maintenant visé — et interdit — par la loi réglementant certaines drogues et autres substances va aussi donner aux policiers et aux agents frontaliers les pouvoirs nécessaires pour agir, a-t-elle expliqué.

La décision de bannir le MDPV fait suite aux préoccupations exprimées par les responsables de la santé au sujet des risques pour la santé et la sécurité associés avec la consommation de la substance, a indiqué la ministre.

Cette drogue synthétique ressemble effectivement aux sels de bains parfumés, mais est consommée pour ses

effets psychotropes. Elle peut avoir pour effet de sévères crises d'anxiété, des psychoses et des hallucinations.

Le MDPV fait dorénavant partie de la même catégorie de drogue que l'héroïne et la cocaïne.

La drogue est devenue tristement célèbre après une attaque survenue le 26 mai dernier à Miami, au terme de laquelle les policiers ont abattu un homme qui arrachait le visage de sa victime avec ses dents.

Les comptes rendus faits par les médias indiquaient que les policiers et les experts en médecine croient que l'attaque est due à la prise de MDPV, qui est présentée par les revendeurs comme étant de l'ecstasy, selon la police.

Selon le sénateur Jean-Guy Dagenais, qui accompagnait la ministre lors de l'annonce hier, cette drogue est surtout utilisée par les adolescents.

Elle serait aussi plus présente dans l'est du pays, notamment au Québec, selon le coordonnateur national des drogues synthétiques de la Gendarmerie royale du Canada, Luc Chicoine.

L'Association canadienne des chefs de police estime par ailleurs que l'interdiction de la substance est « une étape importante visant à empêcher les groupes criminels organisés d'acquiescer cette substance illégale et d'en faire le trafic ».

POUR PROFITER
D'UN MOMENT DE
DÉTENTE ET DE
RELAXATION



JOIGNEZ-VOUS À NOUS



Droits des enfants L'ONU critique le Canada

Le Canada a été pris à partie pour son bilan en matière de droits des enfants. Des responsables des Nations unies estiment que des enfants vulnérables sont peut-être laissés pour compte par un système fédéral qui manque de transparence et souffre de l'absence d'une politique claire. Des dirigeants fédéraux et provinciaux étaient à Genève, hier, et le seront encore aujourd'hui, à l'occasion de l'examen de leur respect de la Convention relative aux droits de l'enfant. Ce n'est pas la première fois qu'Ottawa est critiqué pour l'incohérence des

multiples programmes fédéraux et provinciaux à l'intention des enfants. Le comité onusien affirme que le Canada doit faire mieux pour protéger les droits des enfants, surtout en ce qui concerne les enfants autochtones, handicapés ou immigrants. Le comité a aussi réprimandé le Canada pour sa tolérance du châtiment corporel, pour la croissance de l'inégalité des revenus et pour ne pas avoir encore rapatrié Omar Khadr, ce Canadien arrêté en 2002 en Afghanistan et détenu depuis par les autorités américaines.

— La Presse Canadienne

« Ça été le début d'une période difficile »

Anxiété et insomnie chez les médecins touchés par le conflit à Maisonneuve-Rosemont

CATHERINE HANDFIELD

Insomnie, anxiété, crises de larmes: le litige au service de radiologie de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont a affecté plusieurs médecins, d'un camp comme de l'autre.

« Je n'aurais jamais imaginé que j'en viendrais à avoir une sorte de nausée en arrivant dans le stationnement de l'hôpital. »

— Le D^r Jocelyn Blais, poursuivi par la D^{re} Marie-Josée Berthiaume

« Je n'aurais jamais imaginé que j'en viendrais à avoir une sorte de nausée en arrivant dans le stationnement de l'hôpital », a dit hier le D^r Jocelyn Blais, qui travaille

à Maisonneuve-Rosemont depuis 1981.

Le D^r Blais est l'un des 12 radiologistes poursuivis par la conjointe du D^r Gaétan Barrette, la D^{re} Marie-Josée Berthiaume, pour dénigrement et harcèlement. Le groupe des 12 médecins la poursuit en retour pour des raisons semblables.

À l'instar de Jocelyn Blais, la D^{re} Andrée-Anne Pistono a éprouvé beaucoup d'anxiété à la suite du dépôt de la poursuite de la D^{re} Berthiaume, selon son conjoint, François Guilbert.

La jeune mère de 35 ans travaillait à l'hôpital depuis deux ans lorsque le feuillet judiciaire a commencé, en 2009. « Ça été le début d'une période difficile, avec des nuits sans sommeil, des crises de larmes, des remises en question », a dit le M. Guilbert, lui aussi médecin.

La D^{re} Pistono, qui n'est pas membre de la société de partage



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE
La D^{re} Marie-Josée Berthiaume, accompagnée de son conjoint, le D^r Gaétan Barrette, est poursuivie par 12 médecins pour harcèlement et dénigrement. Elle poursuit le groupe en retour pour des raisons semblables.

de revenus des radiologistes de l'hôpital (SORAD), est représentée par son propre avocat.

Plus tôt cette semaine, Marie-Josée Berthiaume a aussi affirmé qu'elle avait

traversé une période très difficile. Elle a dit avoir été « bouleversée » par son expulsion de la SORAD, ce qui l'a incitée à déposer sa poursuite.

Par ailleurs, l'avocat du groupe de radiologistes, M^e Éric Lefebvre, a interrogé ses derniers témoins, hier. Parmi eux figurait la technologue Gisèle Roy, coordonnatrice du secteur des scans entre 2004 et l'an dernier.

M^{me} Roy a raconté qu'il lui a toujours été « difficile » de travailler avec la D^{re} Berthiaume. « Je ne me sentais pas la bienvenue [dans son bureau], a-t-elle dit. C'était toujours un peu angoissant d'ouvrir la porte. » Selon elle, la D^{re} Berthiaume « cherchait toujours à [lui] trouver des erreurs ».

Gisèle Roy a porté plainte contre elle en décembre 2010. L'administration de l'hôpital l'a rejetée, tout comme sa demande d'appel. Au retour d'un congé de maladie, en novembre dernier, M^{me} Roy a posé sa candidature pour un autre poste. « Il n'était plus question que je revive ça », a-t-elle conclu.

Le solde d'automne 4MATIC^{MC} Mercedes-Benz est arrivé.

Profitez d'un meilleur contrôle, quelles que soient les conditions, grâce à notre système primé de traction intégrale permanente 4MATIC^{MC}.

CONTRÔLE
4MATIC 4matic.ca

LA NOUVELLE C 300 4MATIC^{MC} 2013

PRIX TOTAL¹: 42 205 \$**

- Puissant moteur V6 de nouvelle génération développant 248 ch
- Technologie d'arrêt/de démarrage ECO
- Programme de stabilité électronique (ESP[®]) incluant l'ABS et le Contrôle de dérapage à l'accélération (ASR)

FINANCIEMENT À L'ACHAT

1,9 %*

DURÉE DE 60 MOIS

TAUX À LA LOCATION

3,9 %*

BAIL DE 48 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS

458 \$*

VERSEMENT INITIAL DE 4 700 \$**

3

MENSUALITÉS GRATUITES²

¹Taxes en sus.



Mercedes-Benz

MONTRÉAL
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie, Montréal
514 735-3172

LAVAL
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
450 681-2500

RIVE-SUD
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau, Greenfield Park
450 672-2720

WEST ISLAND
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

BOUCHERVILLE
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère, Boucherville
450 449-0222

BLAINVILLE
Mercedes-Benz Blainville
10000, rue du Plein-Air, Mirabel
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2012. Véhicule illustré : Berline C 300 4MATIC^{MC} 2013. PDSF national : 39 990 \$. ** Le prix total de 42 205 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM pouvant atteindre 54,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. ² Les trois premières mensualités sont supprimées pour les modèles C 300 4MATIC^{MC} 2013 (berline) jusqu'à un maximum de 1 350 \$ (incluant les taxes) dans le cadre des programmes de location et jusqu'à concurrence de 1 950 \$ (incluant les taxes) dans le cadre des programmes de financement. Les mensualités gratuites s'appliquent uniquement aux nouveaux modèles de Classes C (berline et coupé), GLK et E 2013. Ne s'applique pas aux modèles AMG. * Offres de location et de financement basées sur les nouveaux modèles C 300 4MATIC^{MC} 2013 (berline) proposées uniquement par l'intermédiaire de Services Financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 458 \$ par mois pendant 48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 4 700 \$ plus dépôt de sécurité de 550 \$ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 39 990 \$. Taux annuel de 3,9 %. Obligation totale : 29 154 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 1,9 % et un PDSF de 39 990 \$. Le paiement mensuel est de 629 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 6 213 \$ ou une reprise équivalente. Le coût de l'emprunt est de 1 765 \$, pour une obligation totale de 43 915 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre se termine le 28 septembre 2012.

ACTUALITÉS

Appel à interdire la vente d'ailerons de requin

La Humane Society, le NPD et une restauratrice demandent aux autorités d'intervenir

EXCLUSIF

MARIE ALLARD

Le gouvernement québécois doit interdire la consommation de soupe aux ailerons de requin, dont plusieurs espèces sont en danger. C'est Veronica Kwan, des restaurants Maison Kam Fung, qui le dit... alors qu'elle sert toujours ce mets prisé des communautés asiatiques.

« Nous offrons de la soupe aux ailerons de requin parce que c'est encore légal au Québec, a dit M^{me} Kwan à *La Presse*. Nous n'en vendrions pas si c'était interdit, comme dans certaines villes ontariennes. Mais puisque nos concurrents en servent, nous n'avons pas le choix de faire la même chose. »

« Cette pêche est super cruelle. Les ailerons sont enlevés sur les bateaux, puis les requins sont rejetés à la mer, vivants. Leur mort est horrible. » — Sayara Thurston, de HSI

Une douzaine de villes canadiennes, dont Toronto, ont banni la vente de nageoires de requin sur leur territoire. Vancouver et Calgary ont annoncé leur intention d'emboîter le pas bientôt.

Montréal doit aussi interdire la vente d'ailerons de requin, selon la section canadienne de la Humane Society International (HSI). « Cette pêche est super cruelle, a fait valoir Sayara Thurston, de HSI. Les ailerons sont enlevés sur les bateaux, puis les requins sont rejetés à la mer, vivants. Leur mort est horrible. »

M^{me} Kwan sait que des groupes écologistes militent contre la consommation des nageoires de requin. « J'en suis consciente et je suis d'accord avec eux, a indiqué la porte-parole des restaurants

Maison Kam Fung de Brossard, Dollard-des-Ormeaux et Montréal. Mais je respecte les choix de mes clients. On ne peut pas changer les croyances et idées des gens du jour au lendemain. Pour régler cette question, l'implication du gouvernement est essentielle. »

La Ville de Montréal peut-elle agir ?

Montréal estime que réglementer le commerce des ailerons de requin ne fait pas partie de ses compétences. Un avis juridique commandé par HSI, que *La Presse* a obtenu, conclut au contraire que « les municipalités du Québec disposent manifestement des pouvoirs nécessaires » pour interdire ce commerce, en vertu de leurs pouvoirs liés à l'environnement, à la sécurité et au bien-être public et au développement économique local.

Cet avis « ne remet pas en question notre conclusion sur ce dossier », a dit hier Gonzalo Nunez, porte-parole de la Ville de Montréal.

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) n'a pas pu dire, hier, s'il compte interdire la consommation d'ailerons de requin au Québec.

Projet de loi privé à Ottawa

Au fédéral, le député néo-démocrate Fin Donnelly a déposé un projet de loi privé demandant que cesse l'importation de nageoires de requin au Canada. Le vote à ce sujet doit avoir lieu à la fin de 2012 ou au début de 2013. Plus de 75 000 kg d'ailerons de requin ont été importés au Canada en 2009, selon HSI.

Hoang Mai, député néo-démocrate de Brossard-La Prairie, appuie ce projet de loi. « Les populations de requins ont été décimées, c'est très alarmant », a-t-il indiqué.

D'origine vietnamienne, M. Mai a mangé de la soupe aux ailerons dans sa jeunesse. « Ça fait partie de la tradition, a-t-il expliqué. C'est populaire dans de gros événements, parce que c'est un mets dispendieux, donc prestigieux. Mais les jeunes plus conscientisés ne croient plus que c'est nécessaire. »



PHOTO TARMIZY HARVA, REUTERS

Un pêcheur indonésien coupe un aileron de requin, apprécié en soupe par la communauté asiatique. Les requins sont souvent rejetés en mer encore vivants après le prélèvement. De 30 à 70 millions de ces poissons sélagiens sont tués par les humains dans le monde chaque année, si bien que plusieurs espèces sont en danger.

Un ex-ministre de la Justice radié provisoirement du Barreau

JANIE GOSSELIN

Jérôme Choquette, ministre québécois de la Justice durant la crise d'Octobre, a été radié provisoirement du Barreau du Québec. Il avait reçu la Médaille du Barreau de Montréal il y a trois ans. Dans sa quête pour faire annuler deux jugements, il est allé jusqu'à accuser les avocats de la partie adverse d'avoir tué un témoin et falsifié la preuve, selon le Conseil de discipline. Il a aussi allégué que les juges avaient comploté pour « aligner » leurs jugements.

M. Choquette, 84 ans, a fait l'objet de deux plaintes disciplinaires en 2012, ses premières en carrière. Le Conseil de discipline du Barreau a jugé que la gravité des faits reprochés et la preuve sommaire justifiaient de le radier provisoirement dès maintenant, même si la décision de culpabilité n'a pas encore été rendue. Les reproches « portent atteinte à la raison d'être de la profession d'avocat », selon le Conseil, qui a rendu sa décision le 12 septembre.

Les plaintes disciplinaires ont été déposées après une nouvelle tentative de M. Choquette de faire annuler deux jugements de 2005 et de 2007, avec une requête déposée en Cour supérieure l'an dernier. Il a notamment accusé les avocats de la partie adverse d'avoir « détruit, falsifié, fabriqué ou vendu de la preuve, acheté des informations confidentielles, acheté ou forcé des témoins à mentir et assassiné un témoin », selon le texte de la décision disciplinaire.



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Jérôme Choquette, 84 ans, a fait l'objet de deux plaintes disciplinaires en 2012, ses premières en carrière.

Au cœur de ce feuilleton se trouvent deux jugements qui ont pris des allures de croisade pour l'ex-politicien libéral, membre du Barreau depuis 1948. En 2005, un juge de la Cour supérieure a conclu qu'une entreprise de textile représentée par M. Choquette avait fait des réclamations frauduleuses contre son assureur pour un incendie survenu en 1991. Un cas similaire, mettant en cause la même famille, a reçu un verdict semblable deux ans plus tard.

Tous ses appels à la Cour d'appel et à la Cour suprême ont été rejetés.



POUR PROFITER
D'UN CHEZ-SOI
LOIN DE LA
MAISON



JOIGNEZ-VOUS À NOUS



VOYAGE
SAMEDI

L'ÉCOSSE

Tous les samedis dans

LA
PRESSE

ACTUALITÉS



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Johra Kaleki, qui est accusée de tentative de meurtre sur sa fille Bahar Ebrahimi, est accompagnée de son mari Ebrahim Ebrahimi pendant son procès au palais de justice de Montréal.

PROCÈS DE JOHRA KALEKI

« Mon intention était de la poignarder à mort », a dit la mère

CHRISTIANE DESJARDINS

Furieuse contre Bahar, sa fille de 19 ans qui avait passé la nuit dehors, Johra Kaleki lui a proposé de se reposer sur le sofa et de se laisser masser le dos. Bahar a accepté. « Et là, je l'ai poignardée au cou. Je lui ai dit: "C'est pour ton bien, laisse-moi faire..." Je voulais la poignarder à mort. »

C'est ce que Johra Kaleki a raconté le soir du 13 juin 2010, lorsqu'elle a été interrogée par l'enquêteur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) Alexandre Bertrand. Le drame était survenu le matin dans le domicile familial de Dorval. La fin de l'interrogatoire, qui dure quatre heures, a été présentée au juge Yves Paradis, hier, dans le cadre du procès de M^{me} Kaleki. La femme de 40 ans est accusée de tentative de meurtre à l'égard de Bahar, aînée de ses quatre filles. La jeune femme a survécu à ses blessures.

« Elle ne pouvait pas se défendre, elle a essayé de se sauver. J'ai essayé de l'étrangler. »
— Johra Kaleki, mère de Bahar Ebrahimi

Lors de l'interrogatoire, M^{me} Kaleki, de confession musulmane, a abondamment parlé des misères que sa fille lui donnait. Elle voulait inculquer ses valeurs à Bahar: pas de sorties le soir, pas de fréquentations avec les garçons, pas de sexe avant le mariage, pas d'alcool, pas de cigarette. Mais sa fille n'en faisait qu'à sa tête et disait vouloir vivre sa vie comme elle l'entendait. « Fuck cette maison, fuck cette religion, fuck cette culture! », a un jour crié Bahar, lors de l'énième prise de bec avec sa mère.

Le vendredi 11 juin 2010, Bahar est sortie en disant qu'elle allait à la bibliothèque et qu'elle allait revenir avant 19h. Mais à 21h, elle n'était toujours pas là. Aux abois, sa mère lui a téléphoné sur son portable. Bahar a dit qu'elle allait bien et a demandé à sa mère d'arrêter de s'en faire, avant de lui raccrocher au nez. Vers minuit, madame et son mari sont allés voir la police. Le policier en fonction ne pouvait rien faire, vu que Bahar avait 19 ans et qu'elle était sortie de son plein gré. Le policier a recommandé à

M^{me} Kaleki de rentrer à la maison et de se reposer. Sa fille allait sûrement revenir, disait-il.

Bahar est arrivée vers 10h30, le matin. Le père tentait de savoir où sa fille avait passé la nuit. Elle a raconté avoir couché chez des amies. La mère était furieuse. Des deux parents, c'est monsieur qui était le plus coulant. Il pensait qu'il était peut-être temps de donner de la liberté à Bahar. « Ici, ce n'est pas comme en Afghanistan », disait-il.

Mais la mère voyait cela comme un échec. Elle en voulait à sa fille. Elle a prié et demandé à Allah de donner la sagesse à sa fille.

Le couteau

Le samedi soir, Bahar est sortie de nouveau, en cachette. Elle n'est pas rentrée de la nuit. Quand elle est arrivée, le dimanche matin, son père l'attendait et a commencé à lui parler. Ils sont allés au sous-sol pour ne pas réveiller la maisonnée. Madame est descendue et a constaté que Bahar était « sale, fatiguée, qu'elle ressemblait à une zombie ». Elle avait marché sur le boulevard Saint-Laurent, seule, disait-elle. « Tu nous prends pour des idiots? Es-tu une putain? », ont demandé les parents. Monsieur s'est mis à pleurer. Le mari de M^{me} Kaleki est comme un deuxième dieu pour elle, a-t-elle expliqué. « J'ai dit à mon mari: "Ne pleure pas, va en haut, je vais lui parler. Ne reviens pas avant que je t'appelle." » Madame est alors elle-même montée dans la cuisine pour s'emparer d'un couteau de boucher. Elle l'a caché sous son t-shirt et est descendue au sous-sol. Elle a dit à sa fille qu'elle l'aimait et lui a proposé un massage.

« Non, non, papa, aide-moi! », a crié Bahar quand sa mère s'est mise à la poignarder avec le couperet.

« Elle ne pouvait pas se défendre, elle a essayé de se sauver. J'ai essayé de l'étrangler », a raconté M^{me} Kaleki. Le mari est intervenu. Bahar s'est enfuie dans une chambre et a appelé le 911.

Le procès se poursuit aujourd'hui. Il est à noter que la défense conteste l'admissibilité de cette déclaration, au motif que l'accusée était dérangée mentalement. La psychiatre Dominique Bourget, qui avait témoigné pour la défense au procès de Guy Turcotte, viendra donner son avis sur l'état mental de M^{me} Kaleki.

Justice Un photographe soupçonné d'avoir agressé sexuellement deux modèles est arrêté

La police de Montréal a récemment arrêté un photographe qui aurait agressé sexuellement deux jeunes femmes qu'il avait choisies comme modèles. Les enquêteurs cherchent maintenant à savoir si l'homme aurait pu faire d'autres victimes.

Le 20 septembre, les policiers ont arrêté Stéphane Bourriaux, 33 ans, pour la deuxième fois en quelques mois.

En effet, le 20 avril dernier, ils l'avaient arrêté relativement à une agression sexuelle commise quelques jours plus tôt. À cette occasion, il aurait emmené une femme dans un entrepôt désaffecté du quartier Saint-Henri afin d'y réaliser des clichés. Là, il l'aurait agressée en la menaçant d'un couteau.

La jeune femme aurait passé la nuit à l'hôpital, terrorisée à l'idée de rentrer chez elle parce qu'elle avait son adresse à son agresseur, qui donnait prétexte qu'il en avait besoin comme décharge afin d'utiliser ses photos. C'est du moins ce qu'a soutenu une amie de la victime, sur son blogue, à l'époque du crime.

L'homme avait été accusé, puis

libéré quelques jours plus tard après une enquête sur sa mise en liberté. Il a été arrêté de nouveau la semaine dernière. Cette fois, on lui reproche une agression survenue bien avant celle de Saint-Henri, soit le 31 janvier 2011.

La plaignante l'accuse de lui avoir fait des photographies sexuelles pendant une séance de photo. Elle se serait enfuie avant qu'il aille plus loin.

Bourriaux est donc de nouveau détenu et devrait pouvoir demander sa mise en liberté au juge le 1^{er} octobre prochain.

Les enquêteurs tentent de savoir si l'homme, qui a un fort accent français, a fait d'autres victimes. Il trouvait généralement ses modèles par l'entremise de sites web comme modelmayhem.com. Parmi les pseudonymes qu'il utilisait, il y avait celui de Sébastien Fiss, mais ses profils sur ces sites ont été désactivés.

Les personnes susceptibles de mener à la découverte de nouvelles victimes peuvent appeler le 911 ou se présenter au poste de police de leur quartier.

— David Santerre

FAITES VITE! OFFRE PREMIANT FIN LE 1^{ER} OCT.

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT SUR LES 2013**

PAIEMENT 90 JOURS AVANT

3 PAIEMENTS À NOS FRAIS INCLUS*

DE FINANCEMENT À L'ACHAT SUR LES 2013**

— SUR LES MODÈLES — SÉLECTIONNÉS

PAIEMENT 90 JOURS AVANT

3 PAIEMENTS À NOS FRAIS INCLUS*

Les 2013 aussi abordables que les 2012. Ça, c'est le pouvoir de surprendre.

PNEUS D'HIVER GRATUITS**
SUR TOUS LES MODÈLES 2013



Modèle SX Luxe illustré*

FORTE BERLINE 2013

ROUTE (BA): 5,5 L/100 km
VILLE (BA): 8,0 L/100 km

0\$ ACOMPTE	VÔTRE À PARTIR DE 93\$ AUX DEUX SEMAINES	À UN TAUX DE FINANCEMENT DE 0,9%**	JUSQU'À 84 MOIS
-----------------------	--	---	---------------------------

Paiements aux deux semaines durant 84 mois. ACOMPTE DE 0 \$. L'offre comprend les frais de transport et préparation et autres frais totalisant 1 470 \$ et des économies de 1 050 \$ représentant 3 paiements à nos frais*. Offre basée sur le modèle Forte berline LX BM 2013 avec un prix d'achat de 17 465 \$.



Modèle SX Luxe illustré*

FORTE KOUPE 2013

ROUTE (BA): 6,0 L/100 km
VILLE (BA): 8,3 L/100 km

0%** DE FINANCEMENT À L'ACHAT	JUSQU'À 36 MOIS
---	---------------------------

Offre basée sur le modèle Forte Koup EX BM 2013 avec un prix d'achat de 20 665 \$.



Modèle SX Luxe illustré*

FORTE5 2013

ROUTE (BM): 5,7 L/100 km
VILLE (BM): 8,1 L/100 km

0%** DE FINANCEMENT À L'ACHAT	JUSQU'À 48 MOIS
---	---------------------------

Offre basée sur le modèle Forte5 LX BM 2013 avec un prix d'achat de 18 265 \$.



Le pouvoir de surprendre



5 VOUS ÊTES BIEN COUVERT AVEC KIA:
*Garantie complète sans souci de 5 ans/100 000 km

- Programme aux membres des forces armées
 - Programme d'assistance mobilité
 - 500 \$ rabais diplômés
- Visitez votre concessionnaire Kia pour les détails

CLIQUEZ « J'AIME » SUR POUR EN SAVOIR PLUS : facebook.com/kiacanada.

Le nouveau prix amical de Kia comprend les frais de transport et préparation ainsi que tous les droits gouvernementaux obligatoires.
Il ne comprend pas l'immatriculation, les assurances, les frais du permis et les taxes applicables.

Ces offres sont accessibles à tout particulier qualifié qui prend possession d'un modèle Kia 2012/2013 neuf chez un concessionnaire participant au plus tard le 1^{er} octobre 2012. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix inférieur. Des conditions s'appliquent. Ces offres sont sujettes à changement sans préavis. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. Les véhicules illustrés le sont à titre informatif et peuvent comporter des accessoires et mises à jour offerts à tous supplémentaires. Toutes les offres excluent les frais de permis, les assurances, l'immatriculation, les taxes applicables et un acompte (si applicable). D'autres options à l'achat ou à la location disponibles. **Financement à l'achat de 0% sur les modèles 2013 neufs de Kia sélectionnés sur approbation du crédit. Le terme peut varier selon le modèle et les accessoires. Visitez un concessionnaire Kia pour tous les détails. Exemple de financement à l'achat d'un modèle Kia Forte berline LX BM (F05400)/Forte Koup EX BM (F05200)/Forte5 LX BM (F05600) 2013 neuf à un prix de vente de 17 465 \$/20 665 \$/18 265 \$ (incluant les frais de transport et préparation de 1 455 \$, des économies de 1 050 \$ représentant 3 paiements à nos frais, les frais de Recycle Québec (5 \$) et les droits sur le climatiseur (000 \$ lorsque applicable)). Financement à l'achat de 0,9 %/0 %/0 % jusqu'à 84/36/48 mois. Le nombre total de paiements aux deux semaines est de 102/78/704, chacun au montant de 95 \$/291 \$/755 \$ avec un acompte de 0 \$/0 \$/1 299 \$ ou échange équivalent. L'immatriculation, les assurances, les frais de permis et les taxes applicables sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix inférieur. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. *Offre de « Aucun paiement avant 90 jours » sur les modèles sélectionnés (paiements différés pendant 90 jours) s'applique aux offres de financement à l'achat sur les modèles 2012 et 2013 sélectionnés de Kia (Modèles Sportage/Sorento/Sedona 2012/2013 exclus) sur approbation du crédit. Aucun intérêt ne sera accumulé au cours des 60 premiers jours du contrat de financement. Après cette période les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur remboursera mensuellement le capital et les intérêts s'y rapportant pendant toute la durée du contrat. **L'offre de « 3 paiements à nos frais » est disponible, sur approbation du crédit, aux particuliers qui financent ou louent des modèles Soul 1.6 L BM 2012/Soul 1.6 L BM 2013/Quiana 2012/Sorento 2012/Forte berline 2013/Forte Koup 2013/Forte5 2013 neuf chez un concessionnaire participant du 18 septembre au 1^{er} octobre 2012 inclusivement. Les clients admissibles au financement à l'achat ou à la location (produit d'origine Fleet) recevront un chèque au montant correspondant à trois mensualités (taux non inclus) jusqu'à un maximum mensuel de 250 \$/350 \$/400 \$/550 \$/550 \$/350 \$/750 \$/750 \$. La location ou le financement à l'achat sont sujets à l'approbation du crédit. Les clients auront le choix d'appliquer un rabais de 1050 \$/1050 \$/1050 \$/1050 \$/1050 \$/1050 \$ sur le prix d'achat/location convenu après taxes ou de recevoir du concessionnaire un chèque au montant équivalent. Certaines conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. L'offre prend fin le 1^{er} octobre 2012. **L'offre de pneus d'hiver gratuits (valeur de 500 \$) est disponible à tout particulier qui achète ou finance un véhicule 2013 neuf de Kia auprès d'un concessionnaire participant entre le 18 septembre et le 1^{er} octobre 2012 inclusivement. Les clients auront le choix d'appliquer le crédit de 500 \$ à l'achat de pneus d'hiver pour leur nouveau véhicule de Kia, de recevoir un chèque au montant de 500 \$ ou de l'appliquer comme rabais de 500 \$ sur le prix de vente convenu (avant taxes) de leur nouveau véhicule. Certaines conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. Offre prenant fin le 1^{er} octobre 2012. **Le POSF de 27 150 \$/27 650 \$/27 850 \$ du modèle Forte berline SX Luxe BA (F07400) 2013/Forte Koup SX Luxe BA (F07200) 2013/Forte5 SX Luxe BA (F07300) 2013 neuf de Kia illustré comprend les frais de transport et préparation de 1 455 \$ et les droits sur le climatiseur (000 \$ lorsque applicable). L'immatriculation, les assurances, les frais de permis et les taxes applicables sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix inférieur. Disponible auprès des concessionnaires participants. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. *La consommation de carburant moyenne est basée sur les modèles Forte 2.0 à injection multipoint, 4 cyl. BA, 2013/Forte Koup 2.0 à injection multipoint, 4 cyl. BM, 2013/Forte5 2.0 à injection multipoint, 4 cyl. BM, 2013 neufs de Kia. Ces estimations sont calculées sur la base de cycles et de méthodes d'essai approuvés par Transport Canada. Veuillez vous référer à l'ENERGIE, Guide de consommation de carburant, publié par le gouvernement du Canada. Votre consommation réelle de carburant variera en fonction de vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Certaines conditions s'appliquent aux réductions de 500 \$ du Programme aux diplômés. Visitez votre concessionnaire Kia pour les détails. Les renseignements publiés dans cette annonce sont réputés être vérifiés au moment de leur parution. Pour plus de renseignements sur la garantie sans souci de 5 ans, visitez le kiaca ou composez le 1-877-542-2886. KIA sont respectivement des marques de commerce de Kia Motors Corporation et Kia Canada.



MONDE

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

La campagne de Romney se dégonfle, disent les sondages

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — À cinq semaines du vote, la campagne de Mitt Romney est en train de se dégonfler, signalent de nouveaux sondages diffusés hier.

En Ohio et en Floride, deux États clés pour l'élection, l'avance d'Obama est plus marquée que jamais: le président a pris les devants à 53 % contre 43 % en Ohio, et 53 % contre 44 % en Floride, selon le dernier sondage Quinnipiac/*New York Times*/CBS News.

Des résultats surprenants

Ces résultats surprennent les analystes, qui prévoient une course beaucoup plus serrée.

« Ce sont des résultats étonnants, et personnellement, je

n'avais pas vu cela venir », explique en entrevue Jaime A. Regalado, analyste politique et professeur de sciences politiques à la California State University, Los Angeles.

M. Regalado estime qu'il est trop tôt pour prédire les résultats de l'élection, et que

« Je croyais que l'équipe de Romney serait plus disciplinée, et que le candidat serait plus à l'aise, plus en possession de ses moyens. Pour l'instant, ils réagissent à leurs propres bourdes. À chaque nouveau sondage, l'avance d'Obama se creuse un peu plus. On voit la pro-

gression. Ce ne sont pas de bons signaux pour Romney. »

50 % des répondants disent être déçus par Barack Obama, alors qu'ils sont 51 % à penser la même chose en Ohio.

Or, lorsqu'on leur demande s'ils pensent que les politiques du président réussiront à renforcer l'économie, 56 % des électeurs de Floride et 58 % des élec-

L'analyste Jaime A. Regalado estime qu'il est trop tôt pour prédire les résultats de l'élection, et que la campagne peut encore changer de cap d'ici le 6 novembre.

la campagne peut encore changer de cap d'ici le 6 novembre.

Or, le camp Romney est empêtré dans des gaffes et différentes controverses qui empêchent le candidat de faire passer son message sur l'économie, dit-il.

Des critiques contre Obama

Le sondage Quinnipiac/*New York Times*/CBS News n'apporte toutefois pas que de bonnes nouvelles pour le président Obama. En Floride,

teurs en Ohio répondent par l'affirmative. Dans les deux États, Romney est perçu comme étant moins apte à gérer l'économie.

Greg Sargent, du *Washington Post*, a noté que l'avance d'Obama sur les questions économiques est étonnante: le

dossier était vu comme l'une des forces de Romney il y a quelques semaines à peine.

« Cela montre l'ampleur des dommages infligés à Romney par le camp Obama, a-t-il écrit, hier. Ils dépeignent depuis des mois Romney comme un capitaliste prédateur passé maître dans l'art de l'évasion fiscale, et qui croit qu'il suffit de baisser l'impôt des riches pour régler tous nos problèmes. »

Sans surprise, une majorité d'Américains dit avoir été offensée par la vidéo secrète où Romney qualifie 47 % d'Américains de bons à rien qui ne veulent pas « prendre leurs responsabilités, prendre leur vie en main. » Un sondage ABC dévoilé hier montre que 54 % des Américains réagissent négativement aux affirmations faites par Romney dans la vidéo, contre 32 % qui réagissent positivement.

Nate Silver, statisticien au *New York Times*, a calculé qu'Obama a maintenant 80 % des chances de gagner l'élection de novembre, contre 20 % pour Romney. L'avance d'Obama s'est creusée de 7 % depuis la diffusion de la fameuse vidéo secrète où Romney se moque de 47 % des Américains.

« S'il devait perdre à la fois en Floride et en Ohio, Romney serait pratiquement assuré de perdre la course », a-t-il noté.

Ohio Le colistier républicain a hâte de chasser avec sa fille de 10 ans

Paul Ryan, le colistier du candidat républicain à la Maison-Blanche Mitt Romney, a régalé les journalistes mardi dans l'Ohio en les emmenant dans un magasin de vêtements de chasse pour acheter un chapeau et des gants à sa fille de 10 ans.

Ryan a récemment dit à un magazine de chasse et pêche avoir donné une Winchester modèle 70 de calibre 243 junior pour Noël à sa fille.

« Ma fille vient chasser avec moi depuis des années, en observatrice, mais cette année elle est suffisamment grande pour chasser elle-même, donc je vais l'emmener avec moi », a expliqué Paul Ryan, en agitant devant les caméras le chapeau de camouflage avec liseré rose qu'il venait de sélectionner dans un magasin de Cincinnati.

Mitt Romney est en retard dans les sondages face à Barack Obama dans l'État clé de l'Ohio, où une forte proportion de la population vit en zone rurale.

« Ce type de chapeau permet de garder notre odeur à l'intérieur », a précisé l'élue conservateur du Congrès, fin connaisseur et farouche défenseur du droit à porter une arme, garanti par le second amendement de la Constitution américaine.

Paul Ryan, 42 ans, évoque régulièrement sa passion pour la chasse, notamment à l'arc, et pour la pêche. Chasseur depuis le secondaire, il a tué son premier cerf à 16 ans. L'une des photos les plus connues de l'élue le montre posant tout sourire avec un cerf fraîchement abattu.

— Nicolas Bérubé et Agence France-Press

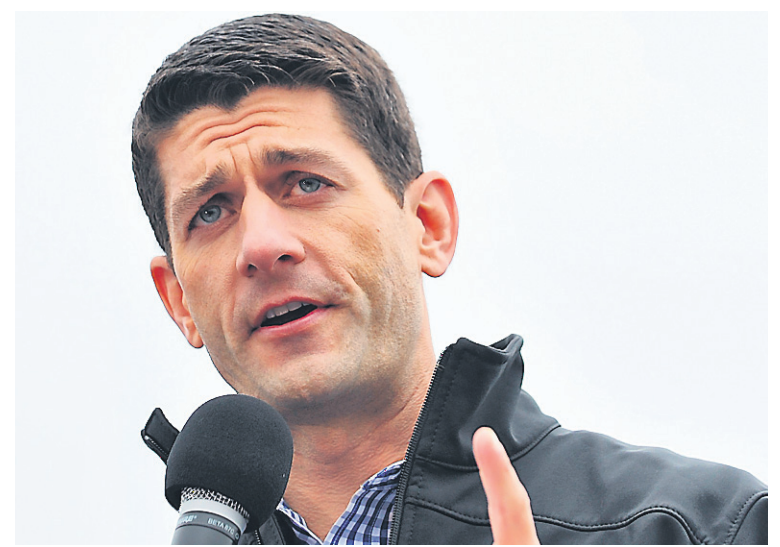


PHOTO MANDEL NGAN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Paul Ryan, candidat à la vice-présidence aux côtés de Mitt Romney.

LA PRESSE

PARTENAIRE DU SUCCÈS DE SES ANNONCEURS

IL Y A DU CHANGEMENT DANS L'AIR CHEZ OGILVY !

Nouvelles boutiques, nouvelles griffes et nouveau style de vie !

Le 11 septembre dernier, se tenait le lancement de l'espace MODE DE VIE URBAIN au sous-sol de La Maison OGILVY. Une soirée magnifique sur fond de mode et de musique, où l'on pouvait découvrir les nouvelles lignes comme UGG, 7 For All Mankind, Vince, Splendid et Canada Goose, des incontournables de la saison.

L'objectif était d'offrir des lignes plus jeunes et contemporaines tout en ciblant une clientèle diversifiée. Plus de 600 personnes sont venues célébrer le lancement du nouvel espace shopping sous la performance du DJ New Money. Une soirée haute en couleur avec cocktails et hors-d'œuvre par Buonanotte, animation, jeux, cadeaux et même une station retouches maquillage par M.A.C Cosmetics.

Ce nouvel espace situé au sous-sol fait somptueusement étalage de vêtements, d'accessoires, de chaussures et de produits de grande qualité. Parmi les nouveaux arrivants, la réputée maison Canada Goose s'installe chez OGILVY et en fait sa destination par excellence à Montréal, alors que les chaussures de la griffe culte UGG Australia complètent le look jeune et désinvolte des gammes branchées Vince, Splendid et 7 For All Mankind. Rafraîchissantes et tendance, ces créations s'harmonisent à merveille et plairont à toute la famille.

Cet automne, vibrez au rythme urbain !



Dans l'ordre habituel, Nathalie Lord, Jennifer Campbell, Sonia Price et Steve Lapiere, vice-président marketing chez OGILVY

REPORTAGE PUBLICITAIRE



Lancement du tout nouvel espace MODE DE VIE URBAIN chez OGILVY

OGILVY
depuis 1866

ENTREFILETS

Mortalité maternelle et infantile

98%

La mortalité maternelle et infantile se concentre à 98% dans 75 pays où elle a baissé de manière spectaculaire entre 1990 et 2011, mais la situation se dégrade dans quelques pays africains ainsi qu'en Haïti, en Azerbaïdjan et au Turkménistan, selon des chiffres rendus publics hier. Le premier rapport du groupe d'examen indépendant d'experts de la santé de la femme et de l'enfant (iERG) créé par le secrétaire général de l'ONU indique que le nombre de

morts d'enfants de moins de 5 ans est passé de 11,6 millions en 1990 à 7,2 millions en 2011. Le nombre de morts maternelles est pour sa part passé de 409 053 en 1990 à 273 465 en 2011, selon les chiffres publiés par la revue médicale britannique *Lancet*. Le groupe note que les ressources pour améliorer la situation des 75 pays prioritaires sont insuffisantes, avec un déficit de financement évalué à 64 millions de dollars.

— Agence France-Presse



PHOTO ARIS MESSINIS, AGENCE FRANCE-PRESSE

Grèce Cocktails Molotov et heurts entre manifestants et policiers

ATHÈNES — Des manifestations émaillées d'affrontements à Athènes, ayant rassemblé plus de 50 000 personnes dans toute la Grèce selon la police, ont eu lieu hier contre un nouveau plan d'économies que le gouvernement s'apprête à adopter sous la contrainte de la troïka UE-BCE-FMI. En marge des manifestations à Athènes, des heurts ont éclaté en début d'après-midi entre forces antiémeutes et jeunes encagoulés, opérant par petits groupes. Ces derniers ont jeté des cocktails Molotov contre le ministère des Finances, en contrebas de la place centrale Syntagma

faisant face au parlement. Les forces de l'ordre ont riposté par des tirs de gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes. Les affrontements se sont poursuivis pendant plus d'une demi-heure pendant que le gros des manifestants était en train de reculer dans un nuage suffoquant. Les cocktails Molotov ont mis le feu à un kiosque, à des poubelles et des abribus tandis que des individus s'en prenaient à des vitrines avec des morceaux de marbre déchaussés sur les façades, des barres de fer ou de bois.

— Agence France-Presse



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Un pompier tente de circonscire un incendie provoqué par une attaque à la bombe commise dans une école de Damas, mardi.

Syrie Double attentat et combats à l'état-major de l'armée

DAMAS — Un double attentat meurtrier a frappé hier le siège de l'état-major de l'armée au cœur de Damas. Il a été suivi de violents combats entre soldats et rebelles, qui ont porté un nouveau coup à l'appareil sécuritaire du régime de Bachar al-Assad. Après le Qatar qui a appelé à une intervention

militaire arabe en Syrie pour faire cesser le « bain de sang » ayant fait plus de 30 000 morts en 18 mois selon une ONG syrienne, la Tunisie s'est dite favorable à une « force arabe de maintien de la paix » dans ce pays, lors de l'Assemblée générale de l'ONU.

— Agence France-Presse

Afrique du Sud Malema rattrapé par la justice

POLOKWANE — Le jeune agitateur sud-africain Julius Malema a été inculpé hier dans une affaire de marchés publics truqués, qu'il a immédiatement dénoncée comme un complot du président Jacob Zuma contre lui. Renvoyé de l'ANC au pouvoir pour indiscipline, Juju, 31 ans, s'est vu signifier les accusations pesant sur lui lors d'une très brève audience devant le tribunal de Polokwane,

chef-lieu du Limpopo où il est soupçonné d'avoir tiré profit de ses amitiés politiques à la tête de la province. « L'accusé comparait devant la cour pour blanchiment d'argent et pour avoir bénéficié de revenus provenant d'activités illégales », a déclaré le représentant du parquet à l'audience, dont le prévenu est ressorti libre.

— Agence France-Presse

LES RENCONTRES LA PRESSE

MERCREDI 24 OCTOBRE

LES PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES 2012

SOIRÉE ANIMÉE PAR LE CHRONIQUEUR PATRICK LAGACÉ

RICHARD HÉTU
CORRESPONDANT À NEW YORK

ALEXANDRE SIROIS
CHEF DE DIVISION, POLITIQUE INTERNATIONALE

Auteurs du livre
« Les clés de la Maison-Blanche – Sexe, fric et vote »

DATE LE MERCREDI 24 OCTOBRE 2012
HEURE 19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30
ENDROIT L'ASTRAL
 305, RUE SAINTE-CATHERINE O., MONTRÉAL, MÉTRO PLACE-DES-ARTS

20\$ plus frais

BILLETS DISPONIBLES À :
 Billetterie de L'Astral • Comptoirs Ticketmaster
 Par téléphone au 1 855 790-1245
 En ligne au www.ticketmaster.ca
 Admission générale

VENTE D'AUTOMNE
du 22 SEPT. au 27 OCT. 2012

JUSQU'À 70% DE RABAIS

*SUR ARTICLES SÉLECTIONNÉS, JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS.

MARBRE
PIERRE
GRANIT
ONYX
CÉRAMIQUE
QUARTZ
MOSAÏQUE
ACCESSOIRES D'EAU

ciot

MONTRÉAL QUÉBEC BROSSARD TORONTO VAUGHAN MISSISSAUGA DÉTROT **CIOT.COM**

MONDE

TUNISIE

Accusée d'attentat à la pudeur par les policiers qui l'ont violée

JANIE GOSSELIN

Les Tunisiens, et surtout les Tunisiennes, ne décolèrent pas. Violée par deux policiers dans une banlieue de Tunis, une jeune femme risque maintenant la prison. Son crime? S'être retrouvée dans une «position immorale» avec un ami.

L'affaire a secoué les organisations féministes du pays. Une campagne a été lancée sur les médias sociaux. Les manifestants ont été invités à brandir des pancartes avec le slogan «Nous nous aimons! Violé-nous» devant le tribunal de Tunis le 2 octobre prochain. La jeune femme et son ami, lui aussi accusé d'atteinte à la pudeur, seront entendus par le juge d'instruction ce jour-là. Après l'audience, celui-ci décidera si l'accusation est fondée et s'il y a lieu d'aller de l'avant avec un procès.

L'affaire a commencé il y a quelques semaines. Le matin du 4 septembre, vers 1h, les deux jeunes Tunisiens étaient seuls dans une voiture. Ils ont été interpellés par trois policiers.

Selon l'une des avocates du couple, M^e Emna Zahrouni, un des policiers aurait alors tenté de faire chanter l'homme en le menaçant de porter des accusations d'atteinte à la pudeur s'il ne payait pas. Pendant que les deux hommes se trouvaient au guichet automatique, les deux autres policiers ont violé la femme.

Les trois policiers ont été incarcérés, même s'ils n'ont pas encore été formellement condamnés.

Pour M^e Emna Zahrouni, la convocation devant le



Des Tunisiens manifestent leur soutien au parti islamiste Ennahda.

PHOTO ANIS MILI, ARCHIVES REUTERS

juge, tombée hier, est une manœuvre d'intimidation. «À l'Association des femmes démocrates, nous voyons beaucoup de femmes victimes de viol de policiers, a-t-elle dit dans une entrevue téléphonique. Ce sont souvent des femmes de la rue et elles ont trop peur des conséquences pour porter plainte. Cette femme est très courageuse.»

Les deux jeunes risquent jusqu'à six mois de prison s'ils sont reconnus coupables. L'avocate s'est cependant montrée optimiste que les accusations tombent.

La répression des islamistes

Même si la loi existe depuis de nombreuses années, les accusations d'atteinte à la pudeur sont extrêmement rares. Les organisations

féministes y voient une nouvelle preuve de la répression des femmes depuis l'arrivée au pouvoir des islamistes d'Ennahda. Un représentant du ministère de la Justice, sous le couvert de l'anonymat, a défendu la décision dans un entretien avec l'AFP en disant que «les deux agents ont commis un crime, mais ça n'empêche pas qu'elle était dans une position illégale.»

Les ONG dénoncent également ce qu'elles décrivent comme un harcèlement de la police envers les femmes, dans un pays qui se targuait il n'y a pas si longtemps d'être le précurseur du droit des femmes dans le monde arabo-musulman.

«On commence à sentir l'arrivée au pouvoir des islamistes. Cette histoire est

absurde», a réagi Noomane Raboudi, politologue et islamologue d'origine tunisienne. Le professeur d'études politiques à l'Université d'Ottawa est persuadé que le parti Ennahda va continuer à tester les limites des droits des femmes, soutenu par une frange de la société en quête identitaire. «La laïcité a été imposée un peu par la force, note-t-il. Le modèle occidental, colonial, a été combattu pour des raisons politiques, mais pas culturelles.» Depuis les soulèvements, il y a une volonté de se redéfinir selon un autre cadre, dit-il.

Lundi dernier, un projet de texte proposé par les islamistes a été abandonné. Il proposait d'inscrire «complémentarité» des sexes dans la Constitution plutôt qu'égalité.

Arabie saoudite Des musulmans pour la construction d'une église

L'Initiative des musulmans libéraux d'Autriche (ILMÖ) a demandé hier la construction d'une église sur le sol saoudien, car elle estime que l'Arabie saoudite, qui participe à plusieurs projets de construction de mosquées dans des pays chrétiens, devait faire ce geste en retour. «Les musulmans libéraux demandent la construction d'une église dans le Royaume d'Arabie saoudite», a expliqué l'association dans une lettre envoyée à l'ambassadeur de l'Arabie saoudite en Autriche, Mohammed al-Salloum, en lui demandant de la transmettre «aux autorités appropriées» à Riyad. De nombreux diplomates, hommes d'affaires et travailleurs sont chrétiens sur le territoire saoudien et ne peuvent pas pratiquer leur religion, estime Amer Albayati, président de l'ILMÖ, signataire de la lettre. L'Arabie saoudite soutient financièrement, avec l'Espagne et l'Autriche, la construction à Vienne d'un centre interreligieux et interculturel. Ce projet fait grincer quelques dents.

— Agence France-Presse



PHOTO REUTERS



POUR PROFITER DE NOUVELLES EXPÉRIENCES QUI DIVERTISSENT



JOIGNEZ-VOUS À NOUS POUR OBTENIR DES RABAIS EXCLUSIFS DÈS AUJOURD'HUI



JOIGNEZ-VOUS À NOUS



DÉCOUVRIR. PROFITER. ÉPARGNER.



Ahmadinejad, version modérée

Les conflits au Mali et en Syrie volent la vedette au leader iranien à l'ONU

ANDRÉ VIOLLAZ
AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Les dirigeants mondiaux réunis à l'ONU ont évoqué hier d'éventuelles interventions militaires au Mali et en Syrie, tandis que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad s'est montré plutôt modéré pour son dernier discours devant l'Assemblée générale.

M. Ahmadinejad, qui devait être l'orateur-vedette de cette deuxième journée, a bien accusé l'Occident et Israël de vouloir « intimider » son pays, sous le coup de sanctions et de menaces de frappes préventives pour son programme nucléaire contesté.

Mais il s'est abstenu de lancer ses diatribes habituelles, consacrant l'essentiel de son discours à des considérations philosophiques et religieuses.

Les années précédentes, il avait notamment nié la Shoah et relayé des théories du complot sur les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, ce qui avait déclenché le départ de la salle de diplomates américains et occidentaux.

Cette fois-ci, il a prêté avec lyrisme l'arrivée imminente d'un « Sauveur suprême », l'imam Mahdi, qui, tel un « printemps » spirituel, assurera à l'humanité un « avenir éternellement radieux ». Le Mahdi, parfois appelé « imam caché », est une figure centrale du chiisme iranien.

Les États-Unis avaient décidé de boycotter son discours. Barack Obama avait affirmé mardi devant l'Assemblée que les États-Unis feraient « ce qu'ils doivent faire » pour empêcher l'Iran d'obtenir la bombe atomique.

C'est le nouveau président égyptien Mohamed Morsi qui a critiqué Israël à mots couverts hier, en dénonçant « des mesures irresponsables



Mahmoud Ahmadinejad a accusé l'Occident et Israël de vouloir « intimider » son pays. Il s'est abstenu de lancer ses diatribes habituelles, consacrant l'essentiel de son discours à des considérations philosophiques et religieuses.

PHOTO MIKE SEGAR, REUTERS

ou des menaces arbitraires » et la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie.

Les Palestiniens doivent pouvoir « goûter aux fruits de la liberté et de la dignité », comme les pays du Printemps arabe, a-t-il affirmé, très applaudi pour cette première présence à l'Assemblée.

« Force arabe de maintien de la paix »

À l'occasion d'une réunion consacrée à la crise sahélienne, le premier ministre malien Cheikh Modibo Diarra a répété que Bamako

souhaitait le feu vert de l'ONU pour le déploiement de troupes ouest-africaines qui l'aiderait à reconquérir le nord de son pays. Cette région est depuis six mois sous la coupe de groupes extrémistes armés.

Cette demande pressante a été relayée par plusieurs responsables africains, et par la France qui a d'importants intérêts au Sahel.

« La France demande au plus vite une nouvelle convocation du Conseil de sécurité de l'ONU » pour examiner la demande malienne, a déclaré le président français François

Hollande, qui souhaite que les forces soient définies « dans les prochaines semaines ».

Mais d'autres responsables sont restés prudents.

« Toute solution militaire [...] devrait être envisagée avec une extrême prudence. Elle pourrait avoir de graves conséquences humanitaires », a averti le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a demandé que « les objectifs » d'une telle opération « soient clairement définis ».

Sur la Syrie, ce sont des ministres des pays membres de la Ligue arabe qui étaient réunis, au lendemain d'un appel du Qatar, devant l'Assemblée générale, à une intervention militaire panarabe en Syrie pour « faire cesser le bain de sang ».

Selon le président tunisien Moncef Marzouki, la Tunisie est favorable à une « force arabe de maintien de la paix » en Syrie. « Une opération de maintien de la paix par des pays arabes, oui, c'est envisageable », a-t-il déclaré à l'AFP. Il a cependant privilégié la « solution pacifique ».

Reconstruction d'Haïti La moitié de l'aide promise a été distribuée

NEW YORK — Le président haïtien Michel Martelly a laissé entendre hier que son pays avait toujours besoin de l'aide internationale pour sa reconstruction, après le séisme de janvier 2010, dans le cadre d'une entrevue à la chaîne CNN.

Le bureau de l'envoyé spécial d'Haïti aux Nations unies a annoncé cette semaine qu'à peine plus de la moitié des 5,33 milliards de dollars promis par les donateurs pour la reconstruction de la nation caribéenne avait été distribuée.

Michel Martelly a indiqué que beaucoup plus de soutien financier était nécessaire pour aider Haïti à se reconstruire.

« Juste après le séisme [de 2010], nous avons évalué les besoins à 12 milliards de dollars » pour la reconstruction de l'île, a rappelé le dirigeant de 51 ans. « Tout de suite après [le séisme], l'argent reçu a été utilisé pour nourrir la population, prendre soin des gens, donc il n'a pas été beaucoup investi dans la reconstruction. »

— AFP

GRANDE VENTE DE FIN DE SAISON!

Rabais incroyables sur modèles de plancher et inventaire. Jusqu'au 30 septembre seulement!



NATUZZI

Italsofa

Sofa Italia

1850 Boul. Le Corbusier, Laval QC H7S 2K1
450.978.1701

Cuisine, salle de bain

Une section spéciale à ne pas manquer dans les pages du cahier Maison

Ce samedi dans LA PRESSE

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE



RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Retrouvez la personnalité de la semaine et aussi celles des semaines précédentes sur lapresse.ca/personnalite

Partenaires de l'excellence

AIR CANADA

RioTintoAlcan

Financière Manuvie

Pour votre avenir™

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trotter > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Morsi à l'ONU



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

L'économie donne bien du souci. Mais elle enseigne aussi la prudence. On a pu le constater, hier, lors des interventions à l'ONU de deux leaders du monde musulman, l'Iranien Mahmoud Ahmadinejad et l'Égyptien Mohamed Morsi.

Arrivant à la fin de son mandat présidentiel, le premier s'est en effet montré moins corrosif qu'il l'a été par le passé à la tribune de l'Assemblée générale: son pays est de plus en plus durement touché par les sanctions internationales.

Le second, l'homme des Frères musulmans que les urnes viennent de désigner comme successeur d'Hosni Moubarak, a tenu un discours malgré tout moins teinté par le religieux qu'il ne le fait chez lui: la santé financière de l'Égypte dépend en partie d'importantes subventions venant chaque année de Washington et des capitales européennes.

Bien entendu, cette dose de réalpolitik n'a pas totalement empêché les dérapages.

Dans le cas d'Ahmadinejad, ils se sont produits dès son arrivée à New York, en début de semaine, avant qu'il n'accède à la tribune de l'ONU. De sorte que les délégations américaine et canadienne ne se sont pas présentées sur le parterre de l'Assemblée générale pour y entendre son discours. À l'antenne de CNN et dans des rencontres en cercle fermé, en effet, le leader iranien a ajouté à ses considérations sur Israël, dont fait partie la

négaration de l'Holocauste, une opinion étonnante: selon lui, les juifs n'ont pas d'histoire, pas de passé, au Moyen-Orient – à peine 60 ou 70 ans. Alors que les Perses, eux, sont là depuis des milliers d'années!

Le moins que l'on puisse dire est qu'il s'agit d'une réécriture audacieuse de l'Histoire...

Pendant, l'allocution de Mohamed Morsi était plus attendue que celle de son vis-à-vis iranien. La raison est évidente. L'Égypte, un pays-phare du monde arabe, a entrepris une expérience unique à cette échelle: celle de la démocratie combinée à une gouvernance islamique.

Morsi a à ce jour donné des signaux ambigus quant à ses intentions. Il devait rassurer. Or, malgré sa prudence, il a mis en évidence des différences fondamentales dans la philosophie qui guide des civilisations... dont on aime penser qu'elles ne s'affrontent pas.

Ses vues sur la récente affaire de la vidéo anti-islam qui a déclenché de violentes protestations dans les pays musulmans dépassent l'anecdote. En une sorte d'image-miroir des propos que Barack Obama a tenus au même podium, la veille, Morsi a affirmé que la liberté d'expression s'arrête à l'endroit où débute le droit divin. «Les insultes à l'endroit du prophète de l'islam, Mahomet, doivent être rejetées et nous ne les permettrons pas, ni en paroles ni en actes», a-t-il dit.

Il est question ici de la notion de blasphème, qui nous est complètement étrangère, ce qui pourrait annoncer le choc de positions tenues de part et d'autre pour fondamentales, non négociables.

En somme, Morsi ne rassure pas.



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

LE DÉBAT DU JOUR

De type Trudeau ou Carney?

De quel style de chef a besoin le Parti libéral du Canada? D'un Justin Trudeau ou d'un Mark Carney? **Lisez le point de vue, notamment, de Denis Boucher, Pierre Simard... et surtout, faites valoir le vôtre.**

LA QUESTION DU JOUR

Croyez-vous que Justin Trudeau ferait un bon chef pour le Parti libéral du Canada?

Oui > 45%
Non > 43%
 Je ne sais pas > 12%

Résultats à 20h, hier – 13394 répondants

> NON, JE N'AI PAS VOTÉ POUR ÇA!
 Un texte à lire en exclusivité sur lapresse.ca/debats

Le siècle de l'Asie



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Même si la croissance a ralenti au cours des derniers mois dans les grandes économies d'Asie, le déplacement de la puissance économique vers l'est est inexorable. Il est aussi d'une envergure insoupçonnée. C'est ce qui ressort d'une conférence tenue à Ottawa cette semaine, conférence à laquelle participaient quelque 200 dirigeants d'entreprise canadiens et spécialistes de l'Asie.

C'est dans les villes d'Asie que se trouvent les marchés dont dépendra de plus en plus la croissance mondiale, entre autres celle du Canada.

Dominic Barton, patron de la multinationale du conseil McKinsey, a montré aux participants une photo qu'il avait prise du quartier en ruines de Pudong, à Shanghai, en 1997. Puis un autre cliché, pris en 2004: en quelques années à peine, Pudong est devenu le Manhattan chinois. «Ce phénomène est en train de se produire non pas dans une, dans dix ou dans 20 villes chinoises, mais dans 200», a raconté M. Barton.

Cette croissance urbaine exponentielle ne se limite pas à la Chine, mais s'étend à tout le continent, notamment à l'Inde et l'Indonésie. Dominic Barton: «En 2030, 13 villes indiennes seront aussi peuplées que Toronto, tandis que Bombay comptera autant d'habitants que le Canada aujourd'hui».

C'est dans ces villes que s'installe une classe moyenne

à laquelle s'ajoutent chaque année des millions de personnes. La consommation y explose. C'est donc là que se trouvent les marchés dont dépendra de plus en plus la croissance mondiale, entre autres celle du Canada. Les besoins en infrastructures, en énergie, en produits agricoles, en machinerie et en connaissances sont énormes.

Le Canada arrive-t-il trop tard pour profiter de ces occasions d'affaires? Non, ont répondu la plupart des participants à cette conférence organisée par le Conseil canadien des chefs d'entreprise. Certes, le gouvernement Harper a tardé à réaliser le potentiel de la Chine. Il est vrai aussi que les gens d'affaires canadiens hésitent à plonger dans ces eaux lointaines et mal connues. Mais la demande pour toutes sortes de ressources et de produits est si grande que le Canada peut encore se faire une place.

Le développement fulgurant de l'Asie comporte aussi des risques pour l'Occident, notamment pour son industrie manufacturière. Dans l'avenir, la concurrence asiatique reposera sur la productivité et l'innovation plutôt que seulement sur une main-d'œuvre bon marché. En Chine, au cours des cinq dernières années, les dépenses en recherche et développement ont augmenté de 32% en proportion du PIB. «Les Chinois investissent massivement en innovation, a relaté André Desmarais, président et co-chef de la direction de Power Corporation. Si le Canada ne fait pas de même, nous allons être frappés de plein fouet.»

Aucun doute, le XXI^e siècle sera celui de l'Asie. Nous avons le choix: ou nous subissons la nouvelle donne, ou nous faisons en sorte de tirer notre épingle du jeu. De dire le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney: «Nous ne pouvons pas éviter cette évolution. Il s'agit de savoir comment nous allons réagir.»

OPINION

Il est urgent... d'attendre

L'effondrement du régime en Syrie pourrait causer une onde de choc aux conséquences désastreuses



JOCELYN COULON
 L'auteur
 (j.coulon@umontreal.ca)
 est directeur du Réseau de recherche sur les opérations de paix et coordonnateur intérimaire du CERUIU à l'Université de Montréal.

Après 18 mois de combats et de massacres, la Syrie est toujours engagée dans une spirale de la violence. Et rien ne laisse croire à une fin prochaine, encore moins à une intervention humanitaire.

Lundi, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, un homme s'est adressé aux représentants de la communauté internationale. Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial sur la Syrie, était bien seul. Il a égrené un chapelet de misères: 1,5 million de Syriens ont fui leur domicile, la situation est extrêmement grave et se dégrade chaque jour, le gouvernement nie la réalité d'une révolte populaire, l'opposition est un regroupement informe et divisé.

Alors, la paix? «Il n'y a pas de progrès en vue aujourd'hui ou demain» pour un règlement du conflit, a-t-il dit, ajoutant n'avoir aucun plan global, seulement «quelques idées».

Ce n'est pas la première fois que Brahimi endosse ce costume d'émissaire international. Il en a vu d'autres aux quatre coins du monde. Les grandes puissances qui l'ont mandaté le savent. Elles font de sa médiation un alibi afin

de masquer leurs divisions et leur incapacité à maîtriser le conflit. Après le témoignage de Brahimi, les membres du Conseil ont fini par convenir d'un communiqué dans lequel ils ont exprimé leur «inquiétude» et «offert» leur «total soutien» au diplomate.

On ne parle plus d'intervention, ni même de créer des zones de sécurité pour les populations. La France a déjà pris acte de cette situation. À New York, dès lundi, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a indiqué qu'il n'était pas optimiste au sujet de la crise. Mardi, à la tribune de l'ONU, Ban Ki-moon et Barack Obama n'ont rien dit de plus. François Hollande, qui a pourtant souligné que

Le Liban a vécu ce drame pendant 15 ans. La Syrie semble prendre la même direction.

la Syrie était «la première des urgences», n'a rien offert de concret. Quant aux États musulmans, ils se sont divisés: d'un côté, le président égyptien a réclamé un changement en Syrie, de l'autre, son homologue iranien a dénoncé «la main» de l'étranger dans le conflit actuel.

La prudence des uns et la division des autres sont les signes évidents de la complexité du casse-tête syrien. Il était plus facile d'intervenir en Libye, quoique les effets

actuels dans ce pays et dans les États alentours – comme au Mali où la moitié du territoire est maintenant aux mains d'islamistes et de terroristes arrivés en partie de Libye – fassent maintenant réfléchir.

La Syrie est une tout autre affaire. Le régime en place a des assises politiques et sociales, une armée et des services secrets redoutables, des armes chimiques, des commanditaires étrangers. La position du pays dans les affaires libanaises, palestiniennes, turques et jordaniennes le rend incontournable.

En face, l'opposition est incapable d'afficher la moindre unité. Il y a l'opposition tolérée, celle qui cherche un dialogue et rejette la violence tout en réclamant un changement de régime. Et il y a une rébellion militaire, coriace et déterminée, qui dénonce les opposants tolérés, mais qui est elle-même divisée en factions internes et externes. Après un an et demi de combats et une aide financière et diplomatique importante de plusieurs pays arabes, il est stupéfiant de constater un pareil désarroi. Alors, dans de telles conditions, comment, advenant la victoire, ces oppositions pourraient-elles assumer le pouvoir à Damas?

L'effondrement du régime pourrait causer une onde de choc aux conséquences désastreuses. Faute de solution acceptable aux parties, on préfère, à Paris, à Washington et à Moscou, un conflit localisé que de se retrouver face à un embrasement régional. Le Liban a vécu ce drame pendant 15 ans. La Syrie semble prendre la même direction.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Le premier ministre Harper a participé avec enthousiasme au jubilé de la reine Élisabeth II, en juin dernier, à Londres. Mais il refuse de se rendre vendredi à l'Assemblée générale des Nations unies, à laquelle ont pourtant participé Barack Obama et François Hollande. Incroyable! Si M. Harper n'avait pas été en mesure de se rendre à New York, on aurait compris. Mais il y sera de toute façon aujourd'hui pour accepter un prix. Ainsi, M. Harper montre clairement son mépris envers l'ONU.

— Sylvio Le Blanc, Montréal

La leçon des carrés rouges



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Lettre aux employés de Gentilly-2

Mais qu'est-ce que vous faites avec vos protestations pépères contre la fermeture de la centrale? Réunions, pétitions, communiqués, assemblées de notables, arguments rationnels... Désolée, Messieurs-Dames, mais ce sont là des méthodes archaïques. Ce n'est pas ainsi qu'on fait avancer ses revendications dans le Québec post-carré rouge.

Sortez en masse dans la rue, munis des instruments que vous jugerez le plus aptes à effectuer le maximum de dégâts possible à la propriété publique et privée – bâtons, fourches, boules de billard, torches allumées, que sais-je. N'oubliez surtout pas de vous masquer le visage, et n'allez pas être assez bêtes pour avertir la police du trajet de vos manifs, la loi inique, ignoble et scélérate interdisant ces tactiques étant maintenant levée.

Cassez les vitrines des commerçants. Bloquez l'autoroute. Jetez des bombes puantes dans les autobus et des bombes fumigènes dans les trains. Lancez des briques aux policiers en les traitant de SS ou de gros porcs pour mieux les provoquer. Envahissez les bureaux gouvernementaux, démolissez le matériel et intimidez le personnel.

Vous manquez de volontaires? Faites venir le Black Bloc, ces serviables personnages se feront un plaisir de vous prêter main-forte.

Vous manquez encore de renforts? Fermez les écoles et les cégeps de la région! Sortez-en les élèves et les profs manu militari. D'ailleurs, étudiant, qu'osera-tu quand on peut devenir député à 20 ans avec juste un DEC?

C'est la rue qui mène aujourd'hui, Messieurs-Dames, et notre gouvernement serait bien mal venu de vous contredire là-dessus, lui dont les membres ont été les principaux soutiens des carrés rouges.

Il faudra élargir la lutte. Louez des autocars pour vous rendre à Québec (les centrales syndicales seront heureuses de défrayer la logistique, comme elles l'ont fait pour les carrés rouges).

Québec est le paradis du manifestant: il y a deux ponts, un aéroport et je ne sais combien d'autoroutes à bloquer, d'innombrables locaux gouvernementaux à vandaliser, il y a plein de petites rues où vous pourrez jouer à la guérilla urbaine avec la police, et du haut des belvédères on peut jeter des roches sur la majorité silencieuse de la basse ville.

Autre avantage de la capitale, on y croise nombre de politiciens. Ne vous privez pas de les injurier en les accusant de fascisme ou, pire, de néo-libéralisme.

Commencez par réclamer du gouvernement Marois l'équivalent de ce que les carrés rouges ont obtenu du gouvernement Charest à propos des universités: la moitié des sièges au conseil d'administration d'Hydro-Québec dans le but d'y trouver du gaspillage, auquel cas vous réclamerez ces surplus pour la réfection de Gentilly-2.

Quand le gouvernement aura plié là-dessus pour acheter la paix, ne vous satisfaites pas de si peu. Réclamez des augmentations de salaire, un meilleur régime de retraite, l'abolition de vos frais d'électricité personnels... si vous manquez d'idées, demandez conseil à l'Archange Gabriel.

Quand finalement le gouvernement annoncera la relance de Gentilly-2, n'allez surtout pas lâcher ce qu'on vous avait offert en échange de la fermeture de la centrale. Les carrés rouges n'ont-ils pas obtenu à la fois le gel et la bonification de l'aide financière que leur avait offerte le gouvernement en échange de la hausse des droits de scolarité?

Prenez exemple sur eux, ils savent comment avoir le beurre, l'argent du beurre et les faveurs de la crémière.

Occupez donc la rue en toute confiance: la première ministre ne sera pas insensible à vos méthodes. N'était-elle pas la plus enthousiaste groupie des carrés rouges?

Il se peut que vous tombiez sous le coup d'accusations criminelles. Bah! Ne vous en faites pas. Comme les carrés rouges, vous exigerez l'amnistie!

Je paie en double!

On veut hausser mes impôts sans améliorer mon accès aux services



SÉBASTIEN GUILBAULT

L'auteur est un gestionnaire de portefeuille qui réside dans la circonscription de Bourget, dans l'île de Montréal. Il s'adresse à la première ministre Pauline Marois.

J'ai 41 ans, deux jeunes garçons et je travaille dans le domaine de la finance. Je fais un excellent salaire et je suis de ceux qui vont être frappés de plein fouet par vos nouvelles mesures fiscales.

Je fais partie de ces 2% qui contribuent déjà de façon démesurée à l'assiette fiscale. Or, ce qui rend la pilule difficile à avaler, c'est que ces hausses ne peuvent être justifiées d'aucune façon autre qu'«il faut prendre l'argent quelque part». Or, bien que vous allez prétendre probablement le contraire, on ne m'offrira pas plus de services et on n'améliorera pas ceux existants.

Pas plus tard que mardi dernier, vers 21h30, je me suis rendu aux urgences de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont pour une grave infection cutanée à l'avant-bras qui semblait vouloir dégénérer. Après être passé au triage, on m'annonce le temps d'attente: 11 heures! Je suis retourné me coucher à la maison. Le lendemain matin, j'ai pris rendez-vous dans une clinique privée et à 14h, j'avais vu un médecin et commencé un traitement aux antibiotiques. Coût: 200\$. Or, ce n'est pas déboursé 200\$ qui me scandalise, ni même de donner une forte portion de mon salaire en impôts. Ce qui me scandalise, c'est de devoir faire les deux.

Autre exemple? Il m'est impossible d'avoir accès aux garderies à 7\$ parce que quelqu'un au ministère juge que mon quartier n'en a pas besoin... même si des garderies non subventionnées y poussent comme des champignons. Modèle communiste, s'il en est un. Je débourse donc 35\$ par jour pour faire garder mon plus jeune garçon. Un autre service grassement financé à même mes impôts auquel je n'aurai jamais accès. Encore une fois, je paie en double.

Or, si on ne peut visiblement justifier une telle mesure par une amélioration ou une augmentation des services, alors sur



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

quelle base peut-on le faire? L'équité? Sûrement pas. Oui, c'est vrai, je fais un très bon salaire, mais je ne l'ai pas volé et je n'en ai pas hérité non plus. Je viens de la classe moyenne. Au secondaire, j'ai étudié dans une polyvalente de la Rive-Sud (pas au collège Brébeuf!) et je suis allé au cégep André-Laurendeau de LaSalle (classé 50^e sur 51 à l'épo-

Les gens dans ma situation n'ont pas de voix. Personne ne défend les mieux nantis et, au Québec plus qu'ailleurs, on semble même les mépriser.

que!) Malgré tout, j'ai été accepté aux HEC grâce à mes efforts et mes notes. Je me suis tapé cinq ans d'université à manger des boîtes de thon et à travailler comme un forcené. Aujourd'hui, je suis assis à mon bureau à 7h tous les matins et j'y passe 45 heures par semaine. Et dès qu'on en a la chance, on vient me pomper des impôts additionnels sous prétexte que j'ai les moyens de payer! C'est ça l'équité? Est-ce comme ça qu'on va valoriser les études et le travail?

Les gens dans ma situation n'ont pas de voix. Personne ne défend les mieux nantis et, au Québec plus qu'ailleurs, on semble même les mépriser. Au Québec, à moins d'être un médecin, si tu gagnes 200 000\$ par année, tu es un magouilleur ou un chanceux. Dans une province où plus de 40% des contribuables ne payent pas d'impôt, le débat public et politique est forcément biaisé vers le «davantage de services gratuits»: santé, médicaments, garderie, électricité, etc. La dynamique est partout pareille.

Je pourrais menacer de quitter la province, mais ce ne serait pas crédible. Ma femme a un emploi qu'elle aime et mes enfants sont bien intégrés dans leur milieu. Par contre, j'attends déjà les prochaines élections avec impatience. Je n'ai jamais opté pour le vote stratégique, mais il en sera autrement au prochain scrutin.

Faire payer les riches! Une solution simpliste quand on refuse de prendre des décisions difficiles. Voilà, M^{me} Marois, ce que représente votre gouvernement.

RÉAGISSEZ SUR LE BLOGUE DE L'ÉDITO

«Un riche qui n'en a pas pour son argent», sur lapresse.ca/debats

Aucun rapport de force

Bell et Astral ont déjà commencé à coincer les petits câblodistributeurs

RÉMI TREMBLAY, MICHEL LAURENT, JACQUES PERRON, CLAUDE BEAUREGARD, DAVID OUELLETTE, DENIS MICHAUD ET PAUL-ANDRÉ DUCLOS

Les auteurs sont des dirigeants d'entreprises de câblodistribution régionales.

La transaction Bell-Astral fait couler beaucoup d'encre. Après une semaine complète d'audiences où plusieurs groupes ont manifesté leur opposition à cette transaction, nous nous étonnons que certains puissent encore présenter cet enjeu déterminant pour le système de radiodiffusion canadien uniquement comme une guerre entre Bell et Québecor.

Adopter une approche aussi réductrice, comme l'ont fait André Pratte et Gaétan Frigon en ces pages, et omettre de mentionner l'opposition de l'Union des consommateurs, d'Option consommateurs, des quatre partis représentés à l'Assemblée nationale, d'un regroupement d'artistes et de créateurs québécois, de même que de TELUS, Eastlink, Cogeco, Rogers et du Canadian Cable Systems Alliance (CCSA), dont nous faisons partie, relève de l'aveuglement volontaire.

Les entreprises de câblodistribution à caractère régional que nous dirigeons seraient durement touchées par cette transaction. Alors que nous n'avons que très peu de rapport de force quand vient le temps de négocier nos contrats d'affiliation, il est certain que, confrontés à une entreprise de la taille de la future Bell-Astral, nous n'en aurions aucun.

Il est réducteur de présenter la transaction uniquement comme une guerre entre Bell et Québecor.

Cette conviction n'est pas que spéculation. Elle découle directement du traitement que nous ont fait subir Bell et Astral au cours des derniers mois. Depuis l'achat de CTV et RDS par Bell, nous avons en effet vu le coût des services de cette dernière augmenter substantiellement. Lors de nos dernières négociations, Bell nous a imposé des exigences de pénétration minimum qui nous forcent à payer Bell pour des clients qui ne souscrivent pas à RDS, ou à offrir ce service à la base et ainsi

obliger chaque client à payer pour cette chaîne, qu'ils la désirent ou non.

Nos clients n'accepteront pas un tel traitement éternellement et changeront simplement de fournisseur de service. Malheureusement pour nous, ils auront la possibilité d'aller vers Bell, car Bell n'impose pas à ses clients les mêmes restrictions d'assemblage de services qu'elle nous impose.

Même si la transaction n'a pas encore été approuvée, Astral commence elle aussi à démontrer une attitude similaire, exigeant désormais des hausses de tarifs excessives et des taux de pénétration minimums, tout en voulant restreindre la souplesse de nos forfaits. C'est là un changement d'attitude complet par rapport au printemps dernier lorsqu'Astral nous proposait de renouveler les contrats aux mêmes conditions que celles qui existaient jusqu'alors.

Alors que le CRTC examine la possibilité d'accorder à Bell le contrôle sur la vaste majorité des services spécialisés de langue française au Canada, incluant les plus populaires, nous avons une bonne idée de la façon dont elle disposera de ce pouvoir, et cela nous inquiète au plus haut point.

MOBILIER DE STYLE
RUSTIQUE CHIC



grège
mariette clermont

meublesgrege.com

2296 Le Corbusier, Laval . 450.934.7502 . info@marietteclermont.com

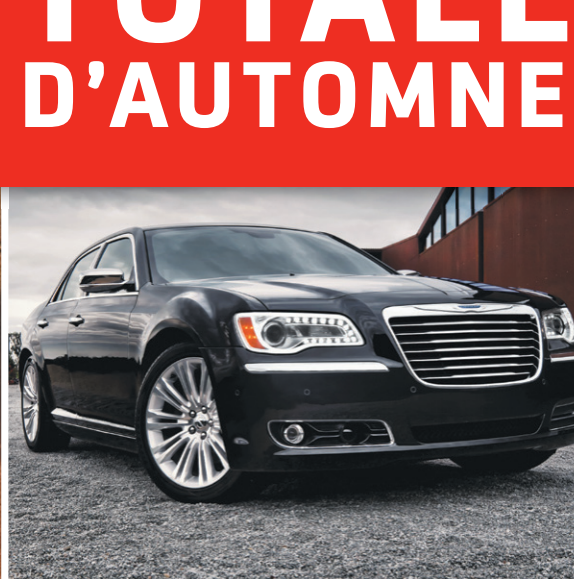
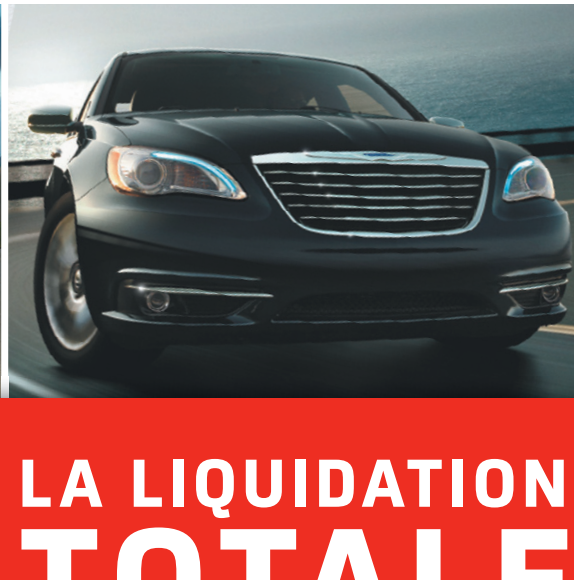


Les Recrues

DODGE

LES COMMERCEAIRES DU MOYEN-MARCHÉ PARTICIPENT AU CONCOURS

Le consommateur avisé lit les petits caractères : f. d. u. - Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} octobre 2012 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 500 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Certains frais supplémentaires ne sont ajoutés au prix total qu'en cas de livraison à l'étranger ou de location. Un acompte peut être demandé. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule (lorsque applicable). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. 1. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Journey SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$, le prix d'achat s'applique à la Dodge Grand Caravan SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Journey SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Grand Caravan SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Journey SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Grand Caravan SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Journey SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Grand Caravan SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Journey SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Grand Caravan SE 2012 (10049 - 229) : 29 995 \$.



LA LIQUIDATION TOTALE D'AUTOMNE

À CE PRIX-LÀ, C'EST FACILE DE LES IMAGINER DANS VOTRE ENTRÉE.

DODGE GRAND CARAVAN SE 2012

LA MINI-FOURGONNETTE LA PLUS VENDUE AU PAYS DEPUIS 28 ANS^v



Dodge Grand Caravan Crew 2012 montrée**

36 MPG^A
7,9L /100 KM
SUR ROUTE

MEILLEUR DE SA CATÉGORIE
283 CH^o



GAGNANT
« MEILLEUR ACHAT 2012 »
DE CONSUMERS DIGEST



« MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ » SELON L'IIHS

CHOISISSEZ L'UNE OU L'AUTRE À PARTIR DE :

19 995 \$[†]

LE PRIX COMPREND 8 000 \$^o DE REMISE AU COMPTANT POUR LA DODGE GRAND CARAVAN SE ET 2000 \$^o POUR LE DODGE JOURNEY SE, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

UN FINANCEMENT À L'ACHAT DE

58 \$[‡]

PAR SEMAINE POUR 96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS

OU CHOISISSEZ

DODGE JOURNEY SE 2012

LE MULTISEGMENT INTERMÉDIAIRE LE PLUS ABORDABLE AU PAYS[¥]

38 MPG^A
7,5L /100 KM
SUR ROUTE

283 CH



« MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ » SELON L'IIHS



MEILLEUR UTILITAIRE/
MULTISEGMENT
DE MOINS DE 35 000 \$
EN 2012 SELON L'AJAC



Dodge Journey SXT 2012 montrée**

DU 26 SEPT. AU 1^{ER} OCT. **METTEZ-NOUS À L'ESSAI**
OBTENEZ GRATUITEMENT



UNE CARTE-CADEAU PETRO-CANADA^{MC} D'UNE VALEUR DE 20 \$ À LA SUITE D'UN ESSAI ROUTIER*

VOUS POURRIEZ GAGNER :
une location d'un an de la toute nouvelle DODGE DART SXT 2013^o



* Certaines conditions s'appliquent. L'offre prend fin le 1^{er} octobre ou jusqu'à épuisement des stocks. Les cartes-cadeaux sont limitées à 25, 50 ou 75 dépendamment du concessionnaire, pour un total de 3 800 cartes. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP_{MD} | DODGE | RAM DU QUÉBEC

www.dodge.ca/offres

SCANNER ICI POUR PLUS D'OFFRES



MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.

15 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8,1 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.



RAM

DODGE



Jeep